# Table of Contents

ultimatum à l'OTAN; Une prolongation liée à l'envoi de renforts....1

L'opposition ferme la porte à l'après – 2009....3

Harper aura fort à faire....5

La stratégie de la "poule mouillée"....6

Il faut la prolonger mais avec du renfort....7

L'utilité du rapport Manley....9

L'opposition refuse toute prolongation....11

Des députés craignent une mission sans fin....13

Lucide et courageux....14

Stéphane Dion ne bouge pas....16

Rémy Landry....17

Porte grande ouverte au prolongement....18

Le Bloc et le NPD veulent un vote rapide....20

Pour une mission plus cohérente....21

Le prix à payer....24

La caution piégée....26

Kandahar: le Canada crie à l'aide; Le rapport Manley propose de lancer un ultimatum à l'OTAN....28

Plus de mal que de bien; Un départ hâtif de nos forces militaires en Afghanistan, même s'il était partiel, mettrait en péril les intérêts et les valeurs du Canada....31

Vers un compromis?; Le rapport Manley sur la mission canadienne en Afghanistan ouvre la porte à un compromis entre les positions conservatrice et libérale....33

A Bucarest, en avril.......35

Les libéraux désavouent Manley....37

L'OTAN devra en faire plus; La mission est vouée à l'échec sans la participation accrue de tous les pays, croit John Manley....39

# Table of Contents

**Duceppe accuse Manley d'avoir donné un chèque en blanc à Harper**.....41

**Le rapport Manley recommande de prolonger la mission en Afghanistan**.....42

**Général**.....44

**Les réactions divergent à la suite de la publication du rapport Manley**.....45

**Général**.....46

**Le Canada devrait faire sa ''poule mouillée'' pour obtenir de l'aide de l'OTAN**.....48

**Points saillants du rapport du groupe de travail dirigé par John Manley**.....49

**Le rapport Manley recommande de prolonger la mission en Afghanistan**.....50

**Comité Manley: des recommandations pipées d'avance dit un Collectif**.....52

# ultimatum à l'OTAN; Une prolongation liée à l'envoi de renforts

**PUBLICATION:** La Tribune (Sherbrooke, Qc)
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 2
**SOURCE:** La Presse
**BYLINE:** Bellavance, Joël−Denis
**DATELINE:** OTTAWA
**WORD COUNT:** 402

L'ancien ministre des Affaires étrangères John Manley a lancé hier un véritable coup de semonce en direction de l'OTAN. Les pays membres de cette alliance militaire doivent envoyer au moins 1000 nouveaux soldats au cours de la prochaine année afin d'épauler les troupes canadiennes dans la région de Kandahar, à défaut de quoi la mission en Afghanistan est vouée à l'échec.

Dans un rapport fort attendu déposé hier, M. Manley estime d'ailleurs que le Canada doit lancer une sorte d'ultimatum à l'OTAN. Le Canada doit signifier clairement à ses alliés qu'il retirera ses troupes à partir de février 2009 s'il n'obtient pas des renforts d'ici 12 mois à Kandahar, la région la plus dangereuse de l'Afghanistan.

"La mission dans sa présente forme est en péril. Il n'y a simplement pas assez de troupes sur le terrain pour faire en sorte que le travail soit fait comme il se doit dans la province Kandahar. (...

Nous croyons que l'heure est venue pour les autres pays de l'OTAN de faire leur part. Nous avons entendu à plusieurs reprises qu'il s'agit de la mission la plus importante de l'OTAN. Bien, l'heure des belles paroles est terminée", a lancé M. Manley en conférence de presse.

M. Manley, ancien ministre libéral influent reconnu pour son franc−parler, a présidé un groupe d'experts indépendants chargé de recommander au gouvernement canadien certaines options au sujet de la mission canadienne en Afghanistan qui doit normalement prendre fin en février 2009, à moins qu'elle ne soit prolongée.

Le groupe présidé par M. Manley a passé les trois derniers mois à réfléchir sur cette délicate question qui divise non seulement les partis politiques à la Chambre des communes, mais qui préoccupe grandement la majorité des Canadiens.

Dans son rapport, le groupe recommande de prolonger la mission de combat au−delà de février 2009 à condition que l'OTAN envoie 1000 soldats de plus. Mais le groupe ne recommande aucune date de retrait du contingent canadien.

Devant les journalistes, hier, M. Manley a aussi soutenu que les troupes canadiennes doivent avoir à leur disposition, avant février 2009, des hélicoptères de transport et des drones sans pilote afin de limiter les pertes sur le terrain.

Le premier ministre Stephen Harper n'a pas commenté immédiatement les recommandations du rapport Manley. M. Harper a promis de tenir un vote aux Communes au printemps sur la prolongation de la mission canadienne jusqu'en 2011. Minoritaires aux Communes, les conservateurs auront besoin de l'appui des

libéraux pour maintenir les troupes au–delà de février 2009.

# L'opposition ferme la porte à l'après – 2009

**PUBLICATION:** La Tribune (Sherbrooke, Qc)
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 2
**SOURCE:** La Presse
**DATELINE:** Ottawa
**WORD COUNT:** 448

Les trois partis d'opposition à la Chambre des communes sont restés fermement campés sur leurs positions respectives au sujet de la prolongation de la mission des soldats canadiens en Afghanistan.

Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a rejeté catégoriquement un élément essentiel du rapport du groupe d'experts présidé par John Manley, soit la possibilité de prolonger la mission canadienne au–delà de la date butoir de février 2009.

M. Dion, qui n'avait pas encore lu en entier le rapport Manley au moment de rencontrer la presse à l'issue d'une retraite de deux jours avec son aile parlementaire à Kitchener, a réitéré qu'il n'était pas question pour lui d'accepter une prolongation de la mission de combat canadienne après février 2009. Son point de vue contredit ainsi celui du groupe de travail présidé par John Manley qui rejette l'idée de fixer une "date artificielle" pour la cessation des opérations canadiennes de combat.

Calendrier officiel

"La position du Parti libéral du Canada, depuis un an, est de s'assurer que le Canada avertisse l'OTAN et le gouvernement afghan que nous mettrons un terme à notre mission de combat en février 2009. C'est d'ailleurs là le calendrier officiel; ce n'est pas seulement la position de l'opposition officielle", a–t–il dit.

Stéphane Dion a souligné que la mission militaire en Afghanistan était "très lourde à porter" pour le Canada. "Trois ans d'une mission de combat qui est, de loin, la plus dangereuse mission du théâtre afghan me permet de croire que le Canada peut dire que nous pouvons faire autre chose pour aider le peuple afghan. Il appartient à l'OTAN et au gouvernement afghan de trouver un remplacement à notre mission."

Mais John Manley a rejeté les prétentions de Stéphane Dion, disant juger impossible de mettre fin à la mission de combat en 2009. Il a aussi affirmé que la mission actuelle s'inscrit parfaitement dans la "tradition du Parti libéral".

"Il y a un problème parce qu'il n'y a pas de collège militaire en Afghanistan. Et franchement, le processus de formation de l'armée afghane, c'est de participer à des missions de combat (avec les soldats canadiens)", a–t–il dit.

De son côté, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a dénoncé le rapport Manley, estimant qu'il "donne carte blanche à Stephen Harper pour mettre en oeuvre son véritable objectif, qui est de continuer à faire la guerre en Afghanistan, et ce indéfiniment". Le chef bloquiste a réitéré que son parti réclame le rapatriement des troupes au pays en février 2009 et un rééquilibrage de la mission afin que l'on mette davantage l'accent sur l'aide humanitaire.

Pour sa part, le chef du NPD, Jack Layton, a opposé une fin de non–recevoir catégorique aux recommandations du rapport Manley. La mission actuelle ne peut mener qu'à une escalade des affrontements,

selon lui.

# Harper aura fort à faire

**PUBLICATION:** Le Quotidien
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 31
**PHOTO:** PCL
**DATELINE:** OTTAWA
**ILLUSTRATION:** John Manley a déposé son rapport hier.
**WORD COUNT:** 350

Trois mois d'étude et un rapport de plus de 90 pages contenant sa part de recommandations n'auront pas suffi pour convaincre les partis d'opposition d'appuyer une prolongation de la mission canadienne en Afghanistan au–delà de l'échéance de février 2009.

A peine le rapport du groupe de travail sur l'Afghanistan était–il rendu public, mardi, que sa recommandation principale était balayée du revers de la main par le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique (NPD). Moins critique, le Parti libéral a tout de même maintenu sa position exigeant le retrait de troupes en février 2009. Le premier ministre Stephen Harper aura donc fort à faire, au cours des prochaines semaines, s'il veut réussir à faire adopter aux Communes une motion pour étirer de quelques années la présence des soldats canadiens dans la région de Kandahar.

Les conditions appliquées à une éventuelle prolongation et la réorientation de la mission n'auront donc pas fait bouger les partis d'opposition d'un iota.

Dans son rapport, le comité conclut que les soldats canadiens devraient continuer à fouler le sol afghan pour une période indéterminée, et ce, en autant que les pays alliés de l'OTAN acceptent d'offrir des renforts.

Présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, le groupe d'experts mandaté par M. Harper estime que la mission canadienne est "tout à fait justifiée", mais elle nécessite un sérieux coup de barre tant au plan international que dans sa gestion au sein du gouvernement canadien.

Selon le groupe d'experts, la mission du Canada en Afghanistan est vouée à l'échec si les pays de l'OTAN n'acceptent pas de dépêcher au moins 1000 soldats supplémentaires dans la région de Kandahar, au sud du pays, où les insurgés sont les plus actifs et où sont déployés les soldats canadiens depuis deux ans.

Le rapport réclame aussi le déploiement d'hélicoptères et de drones (des avions sans pilotes) pour le transport des troupes et la surveillance aérienne.

Si ces deux conditions ne sont pas acceptées par les pays alliés, mieux vaudra leur annoncer que le Canada retirera ses troupes de l'Afghanistan à l'échéance prévue, en février 2009, suggère le comité Manley.

(Presse Canadienne)

# La stratégie de la "poule mouillée"


| | |
|---|---|
| **PUBLICATION:** | Le Quotidien |
| **DATE:** | 2008.01.23 |
| **SECTION:** | Actualités |
| **PAGE:** | 31 |
| **DATELINE:** | OTTAWA |
| **WORD COUNT:** | 196 |


Les Etats−Unis pourraient être appelés à aider le Canada à atteindre les conditions établies par le comité en faveur de la poursuite de la mission en Afghanistan, mais des observateurs croient qu'Ottawa ne devrait pas laisser ses alliés européens s'en tirer si facilement.

Selon Paul Heinbecker, un ancien diplomate qui a représenté le Canada aux Nations unies, il ne serait pas très difficile pour l'OTAN de fournir 1000 soldats supplémentaires; ce ne serait en fait qu'une question de volonté politique.

M. Heinbecker estime que le Canada devrait, jusqu'à un certain point, jouer la carte de la "poule mouillée" pour obtenir davantage d'aide dans sa mission de combat et convaincre les alliés de l'OTAN de prendre leurs responsabilités.

Pour d'autres observateurs, l'atteinte des objectifs recommandés par John Manley dépendra surtout de la coopération des États−Unis, puisque les appels à l'aide à la communauté internationale et à l'Europe risquent de rester sans réponse.

Les plus importants pays déjà en Afghanistan − la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne − ont tous refusé d'y envoyer plus de soldats ou de permettre à ceux qui y sont déjà de participer aux combats.

Le Canada compte 2500 soldats à Kandahar et son mandat actuel expire en février 2009.

(Presse Canadienne)

# Il faut la prolonger mais avec du renfort

**PUBLICATION:** Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 32
**SOURCE:** La Presse Canadienne
**BYLINE:** Isabelle Rodrigue
**PHOTO:** AP
**DATELINE:** OTTAWA
**ILLUSTRATION:** Les pays membres de l'OTAN devront envoyer au moins 1000nouveaux soldats au cours de la prochaine année afin d'épauler les troupes canadiennes dans la région de Kandahar à défaut de quoi la mission canadienne se terminera en février 2009 comme prévu.
**WORD COUNT:** 618

Trois mois d'étude et un rapport de plus de 90 pages contenant sa part de recommandations n'auront pas suffi pour convaincre les partis d'opposition d'appuyer une prolongation de la mission canadienne en Afghanistan au−delà de l'échéance de février 2009.

A peine le rapport du groupe de travail sur l'Afghanistan était−il rendu public, mardi, que sa recommandation principale était balayée du revers de la main par le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique (NPD). Moins critique, le Parti libéral a tout de même maintenu sa position exigeant le retrait de troupes en février 2009. Le premier ministre Stephen Harper aura donc fort à faire, au cours des prochaines semaines, s'il veut réussir à faire adopter aux Communes une motion pour étirer de quelques années la présence des soldats canadiens dans la région de Kandahar.

Les conditions appliquées à une éventuelle prolongation et la réorientation de la mission n'auront donc pas fait bouger les partis d'opposition d'un iota.

Dans son rapport, le comité conclut que les soldats canadiens devraient continuer à fouler le sol afghan pour une période indéterminée, et ce, en autant que les pays alliés de l'OTAN acceptent d'offrir des renforts.

Présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, le groupe d'experts mandaté par M. Harper estime que la mission canadienne est "tout à fait justifiée", mais elle nécessite un sérieux coup de barre tant au plan international que dans sa gestion au sein du gouvernement canadien.

Selon le groupe d'experts, la mission du Canada en Afghanistan est vouée à l'échec si les pays de l'OTAN n'acceptent pas de dépêcher au moins 1000 soldats supplémentaires dans la région de Kandahar, au sud du pays, où les insurgés sont les plus actifs et où sont déployés les soldats canadiens depuis deux ans.

Le rapport réclame aussi le déploiement d'hélicoptères et de drones (des avions sans pilotes) pour le transport des troupes et la surveillance aérienne.

Si ces deux conditions ne sont pas acceptées par les pays alliés, mieux vaudra leur annoncer que le Canada retirera ses troupes de l'Afghanistan à l'échéance prévue, en février 2009, suggère le comité Manley.

Le groupe d'experts croit d'ailleurs qu'il est temps que le premier ministre lui−même prenne le bâton de pèlerin pour convaincre les pays membres de l'OTAN d'intensifier les efforts et de mieux coordonner toute la mission internationale.

"Pour arriver aux résultats que nous croyons nécessaires, le premier ministre doit faire de cette mission une priorité (...) et prendre la tête de nos efforts diplomatiques", a déclaré John Manley en conférence de presse.

L'ancien ministre est d'avis que les pressions du Canada devraient d'ailleurs se faire sentir dès la rencontre de l'OTAN prévue en avril à Bucarest, en Roumanie. Cette rencontre s'annonce déjà le théâtre de discussions animées entre les pays membres sur la mission afghane.

Mardi, le premier ministre Stephen Harper s'est bien gardé de commenter le rapport, se contentant d'émettre un communiqué de presse où il indique vouloir étudier les recommandations.

M. Harper s'est déjà engagé à tenir un vote aux Communes sur la question de la prolongation de la mission. Selon M. Manley, ce vote ne devrait pas survenir avant la rencontre cruciale de l'OTAN.

Pas du tout, répliquent le NPD et le Bloc, qui veulent un vote rapidement sur cette question.

"Il faut que ce vote survienne en février ou en mars", avant la rencontre de Bucarest pour que le Canada puisse annoncer sa position à l'OTAN", a soutenu le chef bloquiste Gilles Duceppe.

Pour le chef néo−démocrate, Jack Layton, le rapport vient faire la démonstration des lacunes de la mission puisque le groupe de travail admet que la sécurité dans la région de Kandahar s'est détériorée.

"Il y a des évidences dans le rapport que la mission ne fonctionne pas", a déclaré M. Layton.

Moins tranché, le chef libéral Stéphane Dion a refusé de commenter directement le rapport Manley, disant vouloir le lire avant de se prononcer. Il a cependant réitéré la position de son parti qui veut la fin de la mission de combat en février 2009.

# L'utilité du rapport Manley

**PUBLICATION:** Le Droit
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Forum
**PAGE:** 24
**COLUMN:** Éditorial
**BYLINE:** Jury, Pierre
**WORD COUNT:** 661

Février 2009: pour tous les Canadiens qui observent la mission de nos soldats en Afghanistan, cette date butoir est devenue un mantra. L'une des premières tâches à laquelle s'est attardée le rapport Manley, c'est d'attaquer le bien−fondé de cette échéance qui s'approche à grand pas... sans que la perspective d'une paix en Afghanistan soit à portée de la main.

Le Groupe d'experts sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, tente donc de détruire tous les arguments autour de cette date de février 2009 en soutenant qu'elle est arbitraire et ne correspond en rien à ce que l'Afghanistan traverse ni à ce que les Canadiens tentent d'y accomplir. Il réussit assez bien d'ailleurs, ce qui ouvre la porte au premier ministre Stephen Harper à une prolongation de la présence des Forces armées canadiennes en Afghanistan.

Pour le reste, le rapport Manley semble dresser un portrait assez complet et assez impartial de la situation en Afghanistan et de ce que le Canada tente d'y accomplir. Cette tâche est nécessaire plus que jamais alors des milliers de Canadiens sont toujours mal à l'aise avec deux aspects de cette mission : les cadavres de nos soldats, et le caractère militaire agressif de la mission, ce qui escamote le volet de reconstruction et de maintien de la paix (ou d'instauration de la paix).

Les plus sages sont réconfortés par le fait que cette mission est mandatée par les Nations unies et coordonnée par l'OTAN : ce n'est pas qu'une opération militaire faite pour faire plaisir au gouvernement américain. Les appels répétés du gouvernement de Hamid Karzaï − installé, il est vrai, par les Américains − à poursuivre la présence canadienne ne sont pas vains non plus : ceci n'a rien de commun avec ce que les États−Unis ont entrepris unilatéralement en Irak.

Mais les progrès sont minces. Les Canadiens ne sont pas habitués de voir leurs soldats tués par des explosions provoquées par une force de résistance talibane insaisissable ou, à tout le moins, dont les rangs se complètent au fur et à mesure qu'ils se dégarnissent.

Les opinions plus tranchées sur ce conflit appellent à un retrait des Forces armées canadiennes de l'Afghanistan, immédiatement, croient notamment le Nouveau Parti démocratique et des militants pacifiques.

Entre les deux, donc le coeur des Canadiens balance. Le chef libéral, Stéphane Dion, tente de s'aligner sur ce qu'il croit être l'opinion publique canadienne en demandant la métamorphose du rôle du Canada en Afghanistan en février 2009. Le chef conservateur et premier ministre Stephen Harper, hésite, bien qu'on le sente favorable à la poursuite de la mission canadienne. C'est pourquoi il a référé la question à M. Manley.

Le rapport Manley tente ainsi d'économiser la chèvre et le chou. Il rappelle au gouvernement l'importance de "réaliser des projets de développement de vaste portée qui auront des retombées concrètes et qui présenteront une utilité immédiate pour les Afghans" parce cela convainc les Canadiens que notre investissement collectif en Afghanistan − plus de 6 milliards $ jusqu'ici − en vaut la peine.

Du même coup, le rapport réitère l'appel que le Canada a lancé depuis des mois à ses alliés de l'OTAN à l'effet que nos 2500 soldats ne peuvent soutenir seul et sans aide la difficile campagne contre les insurgés autour de Kandahar. Il leur faut de l'équipement plus approprié mais surtout, du renfort d'autres pays de l'OTAN.

Ce rapport fournit des munitions au gouvernement Harper, lui donnant des arguments pour éventuellement convaincre les 38 autres pays de la coalition présente en Afghanistan que le lourd fardeau de la lutte aux talibans ne peut échoir à un pays aussi peu populeux que le Canada.

Le gouvernement Harper a une année devant lui pour trouver une issue dans le dossier de l'Afghanistan qui ne déplaira pas à l'opinion publique canadienne. Ce rapport lui servira... à moins que des élections fédérales ne viennent installer un nouveau locataire au 24, Sussex...

pjury@ledroit.com

# L'opposition refuse toute prolongation

**PUBLICATION:** Le Droit
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 4
**SOURCE:** La Presse Canadienne
**BYLINE:** Rodrigue, Isabelle
**PHOTO:** La Presse Canadienne
**ILLUSTRATION:** Présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, le grouped'experts mandaté par le premier ministre Stephen Harper estime que la mission canadienne est "tout à fait justifiée", mais nécessite un sérieux coup de barre.
**WORD COUNT:** 676

Trois mois d'étude et un rapport de plus de 90 pages contenant sa part de recommandations n'auront pas suffi pour convaincre les partis d'opposition d'appuyer une prolongation de la mission canadienne en Afghanistan au–delà de l'échéance de février 2009.

A peine le rapport du groupe de travail sur l'Afghanistan était–il rendu public, hier, que sa recommandation principale était balayée du revers de la main par le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique (NPD). Moins critique, le Parti libéral a tout de même maintenu sa position exigeant le retrait de troupes en février 2009. Le premier ministre Stephen Harper aura donc fort à faire, au cours des prochaines semaines, s'il veut réussir à faire adopter aux Communes une motion pour étirer de quelques années la présence des soldats canadiens dans la région de Kandahar.

Les conditions appliquées à une éventuelle prolongation et la réorientation de la mission n'auront donc pas fait bouger les partis d'opposition d'un iota.

Dans son rapport, le comité conclut que les soldats canadiens devraient continuer à fouler le sol afghan pour une période indéterminée, et ce, en autant que les pays alliés de l'OTAN acceptent d'offrir des renforts.

Présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, le groupe d'experts mandaté par M. Harper estime que la mission canadienne est "tout à fait justifiée", mais elle nécessite un sérieux coup de barre tant au plan international que dans sa gestion au sein du gouvernement canadien.

Selon le groupe d'experts, la mission du Canada en Afghanistan est vouée à l'échec si les pays de l'OTAN n'acceptent pas de dépêcher au moins 1000 soldats supplémentaires dans la région de Kandahar, au sud du pays, où les insurgés sont les plus actifs et où sont déployés les soldats canadiens depuis deux ans.

Le rapport réclame aussi le déploiement d'hélicoptères et de drones (des avions sans pilote) pour le transport des troupes et la surveillance aérienne.

Si ces deux conditions ne sont pas acceptées par les pays alliés, mieux vaudra leur annoncer que le Canada retirera ses troupes de l'Afghanistan à l'échéance prévue, en février 2009, suggère le comité Manley.

Bâton de pèlerin

Le groupe d'experts croit d'ailleurs qu'il est temps que le premier ministre lui–même prenne le bâton de pèlerin pour convaincre les pays membres de l'OTAN d'intensifier les efforts et de mieux coordonner toute la

mission internationale.

"Pour arriver aux résultats que nous croyons nécessaires, le premier ministre doit faire de cette mission une priorité [...] et prendre la tête de nos efforts diplomatiques", a déclaré John Manley en conférence de presse.

L'ancien ministre est d'avis que les pressions du Canada devraient d'ailleurs se faire sentir dès la rencontre de l'OTAN prévue en avril à Bucarest, en Roumanie. Cette rencontre s'annonce déjà le théâtre de discussions animées entre les pays membres sur la mission afghane.

Hier, le premier ministre Stephen Harper s'est bien gardé de commenter le rapport, se contentant d'émettre un communiqué de presse où il indique vouloir étudier les recommandations.

M. Harper s'est déjà engagé à tenir un vote aux Communes sur la question de la prolongation de la mission. Selon M. Manley, ce vote ne devrait pas survenir avant la rencontre cruciale de l'OTAN.

Pas du tout, répliquent le NPD et le Bloc, qui veulent un vote rapidement sur cette question.

"Il faut que ce vote survienne en février ou en mars", avant la rencontre de Bucarest pour que le Canada puisse annoncer sa position à l'OTAN", a soutenu le chef bloquiste Gilles Duceppe.

Pour le chef néo−démocrate, Jack Layton, le rapport vient faire la démonstration des lacunes de la mission puisque le groupe de travail admet que la sécurité dans la région de Kandahar s'est détériorée.

"Il y a des évidences dans le rapport que la mission ne fonctionne pas", a déclaré M. Layton.

Moins tranché, le chef libéral Stéphane Dion a refusé de commenter directement le rapport Manley, disant vouloir le lire avant de se prononcer. Il a cependant réitéré la position de son parti qui veut la fin de la mission de combat en février 2009.

Les efforts militaires ne sont pas les seuls aspects à améliorer, souligne également le rapport.

"Il faut faire une plus large place à la diplomatie, à la reconstruction et au développement ainsi qu'à l'établissement d'institutions de gouvernance", a fait valoir M. Manley, dont le comité demande aussi que des informations plus "franches" soient transmises au public pour maintenir un dialogue "ouvert et constructif".

# Des députés craignent une mission sans fin

**PUBLICATION:** Le Droit
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 4
**BYLINE:** Lafortune, Louis
**WORD COUNT:** 265

Le rapport Manley ouvre la porte au maintien des troupes canadiennes en Afghanistan pour une période indéfinie, craint Paul Dewar, député d'Ottawa−Centre et porte−parole du NPD pour les Affaires étrangères.

"Il est très clair que la mission actuelle contre les insurgés afghans ne fonctionne pas. Nous sommes là depuis six ans et les choses n'ont pas changé."

Les Canadiens "ne sont pas stupides", ajoute M. Dewar, et ils sont en faveur du retrait des 2400 soldats canadiens de Kandahar, tel que prévu en février 2009.

Peu surpris des conclusions du groupe d'experts, M. Dewar se dit d'accord sur au moins un aspect : la nécessité d'investir plus d'efforts diplomatiques. "Cependant, le rapport ne fait aucune recommandation sur les priorités de nos diplomates. Le rapport met plutôt l'accent sur l'augmentation des troupes, l'achat de nouveau matériel et la prolongation de la guerre."

C'est au Parlement dans son ensemble de décider de l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan, conclut Paul Dewar.

Le député bloquiste de Gatineau, Richard Nadeau, est d'accord. Il craint, lui aussi, que le rapport Manley ne donne "carte blanche" au gouvernement Harper. "Il faut qu'il y ait un vote en Chambres. Il faut sortir de ce guêpier qu'est le sud de l'Afghanistan. Les soldats canadiens et québécois ont fait leur bout. Maintenant, c'est à d'autres pays de nous remplacer", a déclaré M. Nadeau.

Le député libéral de Hull−Aylmer, Marcel Proulx, souligne que le rapport Manley n'est pas coulé dans le béton et qu'il ne s'agit que de recommandations. Les libéraux, dit−il, prônent toujours un retrait pour février 2009.

"Ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas continuer à jouer un rôle, comme former les troupes ou les policiers afghans."

llafortune@ledroit.com

# Lucide et courageux

**PUBLICATION:** Le Soleil
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Éditorial
**PAGE:** 22
**BYLINE:** Breton, Brigitte
**WORD COUNT:** 654

L'heure de vérité vient de sonner pour le Canada et l'OTAN en Afghanistan. Sommes–nous prêts à consentir des efforts supplémentaires pour que les citoyens de ce pays ne vivent plus sous le joug des talibans et ne représentent plus une menace pour la sécurité mondiale? C'est en quelque sorte la question, fort difficile, que pose le Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan dans un rapport lucide et courageux. Le groupe de travail, présidé par l'ex–ministre libéral John Manley, ne dore pas la mission canadienne en Afghanistan. Le regard qu'il pose sur le passé, le présent et l'avenir de celle–ci est dur et sombre. Les blâmes ne sont pas attribués, mais ils abondent et visent tant le Canada, ses alliés, que l'administration afghane. Débat politique et public presque inexistant à Ottawa, coordination des activités déficiente, ressources insuffisantes à Kandahar, mauvaises communications, mission militaire qui supplante l'action civile, diplomatie incohérente et non assidue. Le bilan des six dernières années n'est pas reluisant.

Malgré tout, les cinq experts concluent que la mission doit se poursuivre au–delà de 2009 et fixent les conditions militaires, diplomatiques et humanitaires dans lesquelles elle devrait se dérouler. C'est une position courageuse qui va à l'encontre de l'opinion publique majoritaire. Mais, c'est une position tout à fait défendable pour qui regarde au– delà des sondages et qui analyse la situation de façon plus globale.

Selon un récent sondage publié dans le Globe and Mail, seulement 42 % des Canadiens et seulement 29 % des Québécois appuient la mission en Afghanistan. Il est fort tentant pour des politiciens de suivre cette tendance et de conclure qu'il faut limiter les pertes humaines, qui se chiffrent à 77. On demande aux militaires de plier bagage, on met plus de civils à la reconstruction et le problème est réglé, selon certains.

Ce serait certes une solution plus confortable et moins coûteuse. Elle n'est malheureusement pas réaliste. Tant que la sécurité des gens n'est pas assurée, il ne sert à rien de croire que les Afghans et les Afghanes vivront en paix dans un pays stable et démocratique, ni de rêver que des écoles, des routes et des hôpitaux seront construits. La sécurité n'est toujours pas acquise partout en Afghanistan. Sans aide de la communauté internationale, elle ne le sera jamais.

Il serait donc irresponsable de la part du Canada de se retirer sans que des progrès notables et durables n'aient été enregistrés. En le faisant, nous projetterions l'image d'un pays qui défend de beaux principes de justice et d'équité uniquement lorsque la protection de ceux–ci requiert peu d'efforts humains et matériels. Ce ne serait pas très édifiant. En abandonnant les Afghans aux insurgés, nous minerions aussi toute intervention future du Canada auprès de pays qui font fi des droits et des libertés de leur population. Les élus doivent aussi avoir cet impact en tête lorsqu'ils voteront en Chambre dans quelques semaines.

Bien sûr, le Canada n'a pas à porter seul tout le poids de l'Afghanistan. Les alliés doivent aussi faire leur part dans les zones dangereuses. La cohérence est requise également de leur côté. Sur ce point, la position du groupe Manley est habile. Les Canadiens demeureront en Afghanistan à la condition que 1000 soldats viennent en renfort à Kandahar de façon permanente et non temporaire comme le proposent les États–Unis. En cas de refus, ce sera à l'ensemble des 39 signataires du Pacte de porter l'odieux de l'échec.

En avril, lorsque le Canada se présentera à la réunion de l'OTAN, il doit arriver avec une position sans équivoque. Pas une position qui avantagera les conservateurs, les libéraux, les bloquistes ou les néo−démocrates, mais bien le Canada et l'Afghanistan.

# Stéphane Dion ne bouge pas

**PUBLICATION:** Le Soleil
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 3
**BYLINE:** Giroux, Raymond
**WORD COUNT:** 174

Stéphane Dion ne bouge pas. Après trois ans d'une mission de combat à Kandahar, le Canada doit passer à autre chose, a dit hier le chef libéral en conférence de presse à Kitchener à la suite de la réunion de son caucus. Sans prendre position sur un rapport Manley qu'il n'avait pas encore lu et en précisant qu'il avait toujours "l'esprit ouvert", le chef libéral a répété à trois occasions la position officielle de son parti, à savoir que l'intervention dans son état actuel doit se terminer en février 2009. Par la suite, le Canada demeurera en Afghanistan, mais dans un rôle de non−combattant, consacrant ses efforts à la formation des policiers et à l'aide au développement. Le Parti libéral prendra le temps d'étudier le rapport et présentera sa réponse seulement après avoir pris connaissance de la réaction du gouvernement de Stephen Harper, a par la suite précisé l'entourage de M. Dion.

# Rémy Landry

**PUBLICATION:** Le Soleil
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 3
**BYLINE:** Gagné, Jean−Simon
**WORD COUNT:** 164

Lieutenant−colonel à la retraite, chercheur au Groupe d'études et de recherche sur la sécurité internationale

"Moi, j'ai l'impression que si (le rapport) Manley a posé des conditions à l'OTAN, c'est que ses auteurs ont l'assurance que cela fera l'objet de discussions lors du prochain sommet de l'organisation, à Bucarest. Il est déjà question de troupes françaises et polonaises... On dit qu'il faut rester, mais on ajoute aussi qu'il faut de l'aide. D'une manière générale, le ton du rapport suggère que le Canada n'est pas complètement libre de retirer ses troupes. En tout cas, sa décision ne pourrait pas être prise de manière unilatérale. On peut changer la mission, réduire son ampleur, mais s'en aller? Quant à l'idée de changer de secteur, ça supposerait de tout recommencer à zéro. Le camp Julien (à Kaboul, en 2002−2003) avait coûté un milliard de dollars. Et on voudrait encore rebâtir l'équivalent ailleurs?"

# Porte grande ouverte au prolongement

**PUBLICATION:** Le Soleil
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 2
**BYLINE:** Gagné, Jean−Simon
**PHOTO:** photothèque le soleil, Pierre−André Normandin
**ILLUSTRATION:** Le rapport Manley recommande de prolonger la missioncanadienne en Afghanistan à certaines conditions.
**WORD COUNT:** 706

Le comité mandaté par le gouvernement canadien pour examiner la situation en Afghanistan recommande de prolonger la mission militaire dans la région de Kandahar. Mais il pose des conditions à l'OTAN. D'abord, il réclame des renforts. Ensuite, il demande des hélicoptères et des drones pour appuyer les troupes au sol.

Au cours des derniers jours, le rapport du comité présidé par l'ancien ministre John Manley avait fait l'objet de tellement de fuites que son dévoilement officiel a pris des airs de déjà−vu. Hier matin, à la télévision, des experts disséquaient des chapitres entiers du document, avant même que ce dernier ait été remis au premier ministre Stephen Harper. M. Harper a d'ailleurs été l'un des seuls à ne pas commenter le document sur−le−champ, en promettant une analyse d'ici "quelques jours".

Comme prévu, le rapport Manley recommande de prolonger la mission canadienne. Ses auteurs écrivent même qu'ils ne voient "aucun argument logique qui puisse justifier le choix de la date de février 2009 pour mettre fin à la mission militaire du Canada (...)". Plus loin, dans une envolée lyrique, ils affirment que "les efforts et les vies que le Canada a consacrés à l'Afghanistan sont l'incarnation des intérêts et des valeurs de notre nation".

Le groupe−conseil pose toutefois des conditions au maintien des troupes canadiennes. Ou plutôt, il recommande que la poursuite de leur mission soit "subordonnée" à l'arrivée sur le terrain, avant février 2009, d'environ 1000 soldats supplémentaires en provenance d'autres pays de l'OTAN. Il réclame aussi l'ajout d'hélicoptères et de drones, pour améliorer le transport et le renseignement.

Évidemment, il s'en trouve pour douter que le Canada se retire de l'Afghanistan si ses conditions ne sont pas respectées. Hier, plusieurs experts ont même suggéré que l'OTAN a déjà promis les renforts demandés. Sans compter le "préavis" que le Canada devrait respecter avant de retirer ses soldats. "Pour des raisons techniques, le retrait ne pourrait se faire sans donner un préavis de 12 mois au minimum", a commenté l'ancien lieutenant−colonel à la retraite Rémy Landry. "Pour se retirer en février 2009, il faudrait donc l'annoncer ces jours−ci."

Malgré tout, les auteurs du rapport Manley préviennent que la "patience" des Canadiens n'est pas "sans limites". Au risque de faire grincer bien des dents, ils estiment que les victoires militaires importeront peu si le gouvernement de l'Afghanistan ne parvient pas à réduire la "corruption généralisée" et à hausser les conditions de vie de la population. Ils évoquent l'augmentation phénoménale de la production d'opium et les "graves lacunes" de la campagne de l'OTAN, notamment l'insuffisance de forces sur le terrain.

Au passage, le rapport Manley contient quelques aveux. Par exemple, on peut y lire que "la question (de la présence militaire canadienne) est d'autant plus complexe que nous avons accepté la responsabilité de combattre une insurrection dans une province dangereuse de l'Afghanistan sans véritablement tenir de débat politique et public". De même, les auteurs estiment que certains pays, notamment le Canada, ont été contraints

de livrer "plus que leur juste part de combats".

Pour redresser la situation, le groupe mandaté par le gouvernement recommande notamment la réorganisation de l'aide humanitaire canadienne et la nomination d'un responsable des Nations unies susceptible de renforcer la présence de l'organisation internationale. Il estime que "le sommet de l'OTAN, en avril, à Bucarest, (...) serait l'occasion pour le Canada d'aborder ces questions aux échelons plus élevés."

"Les Canadiens ont une décision à prendre", écrit le comité, dans une allusion au vote du Parlement qui décidera bientôt du sort de la mission. En attendant, son rapport s'est retrouvé sous le feu croisé de l'opposition parlementaire et de groupes pacifistes. "Nous ne sommes pas opposés à cette guerre parce qu'elle est trop dangereuse", a commenté Raymond Legault, porte−parole du collectif Échec à la guerre. "Plutôt parce que nous estimons qu'elle n'est pas menée pour des objectifs nobles. On nous la vend comme une oeuvre humanitaire alors qu'en réalité, il s'agit d'installer un gouvernement favorable aux intérêts occidentaux."

jsgagne@lesoleil.com

# Le Bloc et le NPD veulent un vote rapide

**PUBLICATION:** Le Soleil
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Actualités
**PAGE:** 2
**SOURCE:** La Presse Canadienne
**WORD COUNT:** 240

Le premier ministre Stephen Harper s'est bien gardé hier de commenter le rapport, se contentant de publier un communiqué de presse où il indique vouloir étudier les recommandations.

M. Harper s'est déjà engagé à tenir un vote aux Communes sur la question de la prolongation de la mission. Selon M. Manley, ce vote ne devrait pas survenir avant la rencontre cruciale de l'OTAN.

Pas du tout, répliquent le NPD et le Bloc, qui veulent un vote rapidement sur cette question.

"Il faut que ce vote survienne en février ou en mars, avant la rencontre de Bucarest pour que le Canada puisse annoncer sa position à l'OTAN", a soutenu le chef bloquiste, Gilles Duceppe.

Le Bloc se dit prêt à assumer les conséquences de son vote si jamais celui−ci était considéré comme une question de confiance et qu'il menait à la chute du gouvernement minoritaire.

Pour le chef néo−démocrate, Jack Layton, le rapport vient faire la démonstration des lacunes de la mission puisque le groupe de travail admet que la sécurité dans la région de Kandahar s'est détériorée.

"Il y a des évidences dans le rapport que la mission ne fonctionne pas", a déclaré M. Layton.

Le député néo−démocrate Thomas Mulcair croit quant à lui que le premier ministre Stephen Harper "a commandé un rapport qui lui a dit exactement ce qu'il veut entendre". M. Mulcair qualifie ce stratagème de "entative d'enrober la pilule et de continuer la guerre".

Dans son discours du Trône d'octobre dernier, malgré l'impopularité de la mission auprès du public, le gouvernement conservateur disait préférer le scénario d'une mission se prolongeant jusqu'en 2011, histoire de se donner le temps de former les soldats de l'armée afghane.

# Pour une mission plus cohérente

**PUBLICATION:** Le Devoir
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** IDÉES
**PAGE:** a7
**BYLINE:** John Manley
**WORD COUNT:** 1384

Nous publions un extrait du rapport dévoilé hier à Ottawa par M. Manley. – Le Groupe propose l'adoption d'une stratégie canadienne nouvelle et plus globale pour l'Afghanistan, une stratégie qui honore les sacrifices déjà consentis par les Canadiens en Afghanistan, qui sert les intérêts canadiens, qui incarne les valeurs canadiennes et qui est, de façon réaliste, à la mesure de la capacité du Canada.

Nos recommandations sont la suite logique de nos observations et de nos évaluations. Leur adoption amènerait le Canada à se lancer dans une mission diplomatique plus cohérente à l'appui du partenariat international oeuvrant à la sécurité, à la saine gouvernance et au développement de l'Afghanistan. Cela conduirait à une réorientation de la mission militaire canadienne en Afghanistan qui se concentrerait moins systématiquement sur les opérations de combat et davantage sur l'intensification des activités de formation de l'armée et de la police afghanes.

Enfin, l'aide civile canadienne au développement offerte au peuple afghan aurait un impact plus déterminant. Il convient de répéter que les ressources canadiennes et la patience des Canadiens ne sont pas sans limites. [...] L'engagement du Canada en Afghanistan tel que nous le proposons n'a rien de timoré, mais il doit aussi comporter des balises. Pour parvenir à des résultats qui soient à notre portée en Afghanistan, à un coût raisonnable et dans des délais réalistes, la nouvelle approche stratégique du Canada devrait comporter les éléments suivants.

Stratégie plus claire

Premièrement, le gouvernement devrait entreprendre des démarches diplomatiques concertées dans le but d'établir une stratégie plus claire et plus globale et d'exercer une meilleure coordination des efforts déployés en Afghanistan par la communauté internationale, les autorités afghanes et les autres gouvernements de la région.

De manière à assurer une surveillance politique systématique et constante ainsi qu'une mise en oeuvre plus efficace, il faudrait mettre en avant une approche stratégique canadienne plus intégrée et plus cohérente, qui relèverait du premier ministre, ce dernier comptant sur l'appui d'un comité du cabinet et d'un seul et unique groupe de travail, composé de représentants de tous les ministères et organismes clés et se consacrant à temps plein à cette tâche.

Le sommet de l'OTAN qui se tiendra en avril prochain à Bucarest – et lors duquel il est prévu de discuter de l'élaboration d'une vaste stratégie d'alliance pour l'Afghanistan – serait l'occasion pour le Canada d'aborder ces questions aux échelons les plus élevés. Le Parlement pourrait souhaiter reporter la décision sur le rôle futur du Canada en Afghanistan d'ici à ce que se termine le sommet de l'OTAN. [...]

Des troupes additionnelles

Deuxièmement, le fait que les forces militaires luttant contre les insurgés soient en nombre insuffisant constitue la faiblesse la plus manifeste et la plus grave de la mission de la Force internationale d'assistance à la

sécurité (FIAS) en Afghanistan. Par conséquent, la mission militaire du Canada à Kandahar devrait être prolongée par–delà février 2009, cette prolongation étant expressément subordonnée au déploiement de troupes supplémentaires dans cette province par au moins un des pays membres de la FIAS.

Ces troupes supplémentaires devraient consister en un groupement tactique (environ 1000 soldats) ayant pour mission d'appuyer la stratégie de libération, de défense et d'aide au développement mise en avant par la FIAS dans la province et de prêter main forte à la formation accélérée des unités de l'armée et de la police afghanes. Ces soldats permettraient de renforcer la sécurité assurée par la FIAS à Kandahar et d'accroître la capacité de cette dernière à prévenir les incursions depuis le Pakistan et à appuyer la formation des Afghans.

Répétons–le: pour qu'elle réussisse, la campagne contre l'insurrection en Afghanistan doit pouvoir compter sur plus de troupes de la FIAS. Malgré les indications récentes selon lesquelles des renforts seraient imminents, l'insuffisance des ressources militaires déployées à l'heure actuelle met en péril l'ensemble de la mission de la FIAS.

Des hélicoptères

En outre, dans le but d'accroître la sécurité et l'efficacité opérationnelle des Forces canadiennes à Kandahar, le gouvernement devrait mettre à leur disposition au plus tard d'ici février 2009 de nouveaux hélicoptères de transport de moyen tonnage ainsi que des véhicules aériens sans pilote à haute performance. A l'heure actuelle, les soldats canadiens doivent trop souvent faire appel aux forces alliées pour disposer de cet équipement indispensable.

Si aucun des pays partenaires de la FIAS ne prend d'engagements concernant le groupe tactique d'ici février 2009 ou si l'équipement requis n'est pas fourni, le Canada devrait informer le gouvernement afghan et les pays alliés de son intention de transférer ses responsabilités relatives à la sécurité de Kandahar.

Nombreux sont ceux qui auraient préféré que nous trouvions des motifs de recommander l'interruption du rôle militaire du Canada à une date donnée, mais le choix du moment où procéder à ce retrait dépendra dans une grande mesure de l'accroissement des capacités de l'armée et de la police afghanes. Aucun consensus clair n'a été dégagé parmi les militaires ou les spécialistes civils en ce qui concerne le moment où les forces de sécurité afghanes auront acquis la taille et la compétence requises pour que les forces de la FIAS puissent se retirer de l'Afghanistan ou, plus précisément, de Kandahar. La constitution des forces de sécurité afghanes exigera du temps. La formation, en particulier celle des officiers, nécessite à la fois du temps et une expérience qu'il faut acquérir directement sur le terrain. [...]

Peuple afghan

Troisièmement, l'engagement civil canadien pour la reconstruction et le développement en Afghanistan doit mettre davantage l'accent sur des mesures d'aide qui profiteront directement au peuple afghan. Il faut se concentrer dans une plus grande mesure sur la réalisation de projets, dont au moins un projet de premier plan (par exemple, un hôpital ou un projet d'irrigation d'envergure) qu'on associera au Canada et qui sera dirigé par des Canadiens.

De tels projets doivent répondre à des besoins urgents, définis par les dirigeants de la collectivité afghane eux–mêmes; ils doivent produire des emplois à l'échelon local ainsi que d'autres avantages. Cette aide à la réalisation de projets prendrait de l'ampleur en parallèle avec des projets à plus long terme visant à accroître les capacités dont disposent les collectivités et les institutions afghanes. [...]

Mesurer la portée des actions

Quatrièmement, il faudrait faire un suivi et une évaluation plus approfondis et plus systématiques de

l'efficacité des activités militaires et civiles canadiennes en Afghanistan, de même que des progrès réalisés au chapitre de la sécurité, de la gouvernance et du développement dans ce pays. C'est seulement en mesurant les effets pratiques de la politique en vigueur et en étant au fait de la situation sur place ainsi que de son évolution qu'il sera possible de tenir un débat éclairé et de prendre des décisions judicieuses au sujet des engagements canadiens actuels et futurs.

Le Pacte pour l'Afghanistan énonce des objectifs et des échéanciers pour les programmes internationaux et les programmes du gouvernement afghan. Il faut désormais se fonder sur des normes plus pragmatiques pour évaluer le rendement et les résultats obtenus. Le Groupe s'attend à ce que les parties au pacte fassent un examen complet de l'efficacité de l'ensemble des activités menées au titre de la sécurité, de la gouvernance et du développement en 2011. Cet examen multinational devrait permettre de prendre des décisions éclairées en ce qui concerne les engagements du Canada en Afghanistan à l'avenir.

Mieux communiquer

Cinquièmement, la nouvelle approche stratégique canadienne devrait comprendre un rééquilibrage des communications du gouvernement avec les Canadiens au sujet de nos activités en Afghanistan, de manière à fournir plus de renseignements et de travaux d'analyse au sujet des activités diplomatiques et des initiatives de reconstruction et de développement. Le gouvernement doit constamment maintenir un dialogue ouvert et constructif avec les Canadiens en ce qui concerne les conditions qui existent en Afghanistan et la mesure dans laquelle les objectifs canadiens sont atteints. [...]

John Manley : Président du Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan

# Le prix à payer


| | |
|---|---|
| **PUBLICATION:** | Le Devoir |
| **DATE:** | 2008.01.23 |
| **SECTION:** | ÉDITORIAL |
| **PAGE:** | a6 |
| **BYLINE:** | Descôteaux, Bernard |
| **WORD COUNT:** | 736 |


Très attendu, le rapport du comité d'experts sur l'Afghanistan présidé par John Manley a été rendu public hier. Il ouvre la voie à une prolongation, sans limite de temps, de la mission militaire canadienne dans ce pays, pour peu que la Chambre des communes donne son aval. D'emblée, cette proposition suscite des réserves.

Le rapport Manley vaut la peine d'être lu. On y propose une politique qui, à défaut de faire l'unanimité, a le mérite d'exposer avec franchise la démarche à suivre. Une franchise qu'on retrouve d'ailleurs tout au long de ce rapport qui adresse de nombreuses critiques au gouvernement conservateur: absence de communications franches avec les Canadiens; sous−évaluation des enjeux militaires et de la force de l'insurrection talibane; résultats mitigés sur le terrain, aussi bien sur le plan militaire que dans le domaine de l'aide au développement. Le comité relève aussi la faiblesse lamentable de la direction politique des opérations confiée à deux ministres inexpérimentés, Peter Mackay et Maxime Bernier, à la Défense et aux Affaires extérieures.

L'exposé de la situation fait par le comité peut être qualifié de lucide. «L'issue [de la guerre en Afghanistan] est incertaine», écrit−on en soulignant que les plans les mieux élaborés et les prévisions les plus sûres pourraient ne pas tenir. C'est là une chose que tous les observateurs ont déjà pu constater et que dans un contexte similaire les Russes ont appris au prix d'une défaite humiliante il y a 20 ans dans ce même pays.

Le Canada se doit, insiste néanmoins le comité, d'être en Afghanistan pour sa sécurité et celle du reste du monde, pour sa réputation sur la scène internationale et par solidarité avec les Afghans. Cela justifie à ses yeux de maintenir l'actuel contingent de 2 500 soldats tant que l'armée afghane ne pourra prendre la relève. Cela veut dire que le Canada pourrait être en Afghanistan bien plus longtemps que quiconque peut aujourd'hui l'imaginer.

Les Canadiens ne sont pas des poltrons. Ils ne se sauveront pas parce que c'est difficile! fait valoir John Manley, qui n'aborde toutefois pas la question de fond que représente le coût de cette guerre pour le Canada: plus de six milliards de dollars et 78 morts. Toutes proportions gardées quant au nombre de militaires déployés, le Canada a perdu deux fois plus de soldats que les États−Unis et trois fois plus que la Grande−Bretagne jusqu'ici. John Manley convient que ce prix est très élevé. Mais nulle part dans son rapport il ne pose la question qui est au coeur de la réflexion des Canadiens: Ce prix est−il trop élevé?

Il est évidemment impossible d'apporter une réponse à cette question en fixant un nombre de victimes. Il n'y a en ce domaine ni seuil ni quotas, si ce n'est le niveau de danger auquel nos troupes sont exposées. Actuellement, il est trop élevé, au point que le comité croit que le Canada doit exiger de l'OTAN des renforts. S'ils ne venaient pas, le Canada serait justifié de se retirer tel que prévu en février 2009.

Cette observation est inquiétante. Ce que le comité nous dit sans l'écrire en toutes lettres est que oui le Canada paie actuellement un tribut trop élevé dans les conditions actuelles de sa présence en Afghanistan. Un tribut qui forcément augmentera ces prochains mois, car les renforts évoqués, si jamais ils se concrétisent, ce dont on peut douter, ne viendront pas avant longtemps.

La majorité des Canadiens estiment le prix à payer trop élevé. De sondage en sondage, ils demandent au gouvernement de mettre fin à la mission militaire. Des arguments qu'on leur propose, ils acceptent volontiers la solidarité avec un peuple démuni, mais guère ceux qui ont trait à la sécurité et à la réputation du Canada. Quand ils se comparent aux citoyens d'autres pays, ils ont le sentiment d'avoir fait leur part et d'avoir joué franc jeu avec les alliés quant à la durée de leur engagement. Ils ne croient pas que la réputation du Canada en souffrira, au contraire.

Le rapport Manley, s'il comporte de nombreuses propositions qui aideront le gouvernement à bien gérer cette guerre, n'apporte aucun argument pouvant par contre la justifier. Il appartiendra maintenant au gouvernement Harper de le faire.

# La caution piégée

**PUBLICATION:** Le Devoir
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** LES ACTUALITÉS
**PAGE:** a3
**BYLINE:** Cornellier, Manon
**WORD COUNT:** 1061

Il y a exactement deux ans aujourd'hui, les conservateurs de Stephen Harper prenaient le pouvoir à Ottawa après une campagne centrée sur l'éthique et l'allègement du fardeau fiscal. De l'Afghanistan, les Canadiens avaient bien peu entendu parler. La réalité a toutefois rapidement rattrapé les conservateurs. A peine élus, ils ont vu la situation militaire se détériorer dans la région de Kandahar, avec, à la clé, un nombre accru de victimes dans les rangs canadiens.

Malgré cela, le premier ministre a décidé de tenir à la hâte et dans une atmosphère hautement partisane un vote sur la prolongation de la mission de combat dans la province afghane. Stephen Harper a obtenu ce qu'il voulait au printemps 2006, mais son gouvernement a dû depuis porter seul le poids politique de la poursuite de la mission jusqu'en février 2009.

Le nombre de soldats tués, lui, a continué d'augmenter et l'appui de la population, à s'effriter. Les conservateurs ont quand même gardé le cap, mais sans alliés et minoritaires, ils risquaient beaucoup cet automne, au moment du vote sur le discours du Trône. Comment, sans être défaits, afficher leur désir de poursuivre la mission jusqu'en 2011? En créant un comité dont les conclusions serviraient à éclairer un éventuel vote au printemps 2008. Ce qui fut fait, en embarrassant au passage les libéraux avec le choix du libéral John Manley comme président.

Le rapport du groupe de travail, publié hier, a en apparence offert à Stephen Harper ce qu'il cherchait. Les cinq sages recommandent bel et bien la poursuite de la mission de combat dans la région de Kandahar au–delà de 2009. Les bémols sont toutefois nombreux. Suffisamment, en tout cas, pour laisser transpirer une solide critique de la façon dont ce dossier a été mené sur la scène internationale et au Canada et pour embêter d'une certaine manière le premier ministre.

***

Ainsi, le rapport rejette les prétentions du gouvernement voulant qu'il soit possible de former l'armée afghane à temps pour un retrait en 2011. Selon John Manley, il est impossible de fixer une échéance arbitraire. Le moment du retrait doit être déterminé par l'atteinte des objectifs fixés, ce qui exige un plan cohérent et une évaluation périodique des progrès réalisés. Ceci aurait aussi l'avantage, note le rapport, de permettre une prise de décisions éclairées pour la suite des choses. On croirait entendre une évidence après presque six ans d'engagement en Afghanistan. Mais non, et c'est ce qui est préoccupant. Cela tend à démontrer que le Canada s'est laissé prendre dans un engrenage, au lieu de planifier chaque étape.

Le comité Manley met au rancart l'idée de date butoir, mais à certaines conditions. Si Stephen Harper va de l'avant sans rien changer, il court à l'échec. Il faut des renforts de l'OTAN dans la province de Kandahar, comme en demande le Canada depuis un moment. A la différence du premier ministre, cependant, le comité en fait une condition pour rester. Si l'OTAN refuse, le Canada devra l'aviser du retrait de ses troupes après février 2009.

Le comité dit que cette mise en garde doit arriver rapidement et le sommet de l'OTAN en avril sera l'occasion parfaite pour mettre les points sur les i. Et pour accentuer la pression, suggère le groupe, le vote au Parlement devrait se tenir après le sommet. Le groupe pose d'autres conditions qui ne dépendent que de la volonté d'Ottawa, dont la nécessité de fournir une information plus exacte et complète aux Canadiens sur l'évolution de la situation sur le terrain.

***

Le sort de ce rapport est loin d'être clair. Le premier ministre a dit vouloir prendre le temps de l'étudier. Le NPD et le Bloc ont réitéré leur opposition à la poursuite de la mission. Les plus embêtés sont les libéraux. Ce sont eux qui ont envoyé les troupes à Kandahar et c'est la division dans leurs rangs qui a permis de prolonger leur mission. Le chef Stéphane Dion a répété hier qu'il souhaitait que le Canada avise l'OTAN de son intention de mettre fin à la mission de combat en février 2009 pour se concentrer sur la formation des militaires afghans. Mais John Manley a rejeté cette approche, notant qu'on ne peut séparer formation et combat en Afghanistan, la première se faisant généralement dans le cadre de missions sur le terrain. En plus, même si M. Dion a dit vouloir attendre avant de se prononcer sur le rapport, son porte–parole en matière de politique étrangère, Bob Rae, a manifesté de l'intérêt.

Mais même si les libéraux décidaient de donner une chance au scénario Manley avec son report d'un vote qui leur ferait gagner du temps, il n'y a aucune garantie que Stephen Harper puisse le mener à bien. Pour y parvenir, il faudrait qu'il cherche à créer un certain consensus pour ne pas arriver à l'OTAN sans appuis, qu'il adopte une position de leadership sur la scène internationale et qu'il fasse preuve de transparence au pays. Des façons de faire qui n'ont jamais été sa marque de commerce.

Le rapport expose les faits avec lucidité, mais on peut douter du réalisme de certaines recommandations dans un contexte de gouvernement minoritaire. Quel parti osera appuyer l'idée d'un mandat dépourvu de date butoir, même avec l'arrivée de renforts? Quel parti acceptera, à la veille de possibles élections précipitées, de remettre en question une position initiale plus populaire?

Stephen Harper n'a pas reçu le chèque en blanc qu'il espérait, quoi qu'en dise le Bloc québécois. Impossible, à la lumière de ce rapport, de se servir du travail du comité pour justifier d'aller de l'avant comme si de rien n'était. Le premier ministre devra prendre la responsabilité du dossier, forcer le jeu à l'OTAN et ajuster sa politique pour ne pas s'isoler davantage. En fait, si ce rapport contient une porte de sortie pour le gouvernement, elle se trouve ironiquement dans l'éventuelle justification offerte à l'équipe Harper si cette dernière était forcée, à la suite d'un refus fort probable de l'OTAN, de mettre fin à la mission en février 2009.

***

mcornellier@ledevoir.com

# Kandahar: le Canada crie à l'aide; Le rapport Manley propose de lancer un ultimatum à l'OTAN

**PUBLICATION:** Le Devoir
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** LES ACTUALITÉS
**PAGE:** a1
**BYLINE:** Castonguay, Alec
**WORD COUNT:** 1285

Ottawa – Le Canada et ses alliés n'ont pas déployé suffisamment de soldats à Kandahar pour assurer la sécurité et le développement de la région. Pour remédier à la situation, le rapport Manley dévoilé hier recommande de lancer un ultimatum à la coalition internationale présente en Afghanistan: un autre pays, muni d'une force de 1000 soldats, doit venir soutenir le Canada à Kandahar dans les prochains mois, sans quoi Ottawa devra se retirer de la dangereuse province du Sud afghan en 2009, comme prévu.

Le groupe de travail sur l'avenir de l'engagement canadien en Afghanistan, mis sur pied par Stephen Harper et présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, affirme dans son rapport que la mission canadienne dans ce pays est «importante» et doit se poursuivre au–delà de 2009. Par contre, le Canada assume une trop lourde tâche à Kandahar, ce qui complique le bon déroulement de la mission, estiment les cinq auteurs du document.

Pour soulager les militaires canadiens déjà déployés à pleine capacité et ainsi permettre davantage de progrès sur le terrain, le Canada doit convaincre un allié de venir lui prêter main–forte dans la province de Kandahar, a martelé John Manley lors de la conférence de presse. «Il faut 1000 soldats de plus d'ici un an. Si ce n'est pas possible, le Canada doit signifier qu'il laissera la sécurité de Kandahar à un autre pays», affirme–t–il, tranchant. Selon le groupe de travail, qui a étudié la question afghane pendant trois mois, «il n'y a pas assez de troupes à Kandahar pour atteindre des résultats, ce qui menace la mission».

Mais cet avertissement lancé aux autres pays de l'OTAN trouvera–t–il des échos? Le Canada, les États–Unis, la Grande–Bretagne et les Pays–Bas réclament à grands cris du renfort dans le sud de l'Afghanistan, là où l'insurrection est la plus violente, depuis 2006. Aucun pays n'a encore répondu à l'appel. «Il est temps pour l'OTAN et nos alliés de passer de la parole aux actes et de prouver leur sérieux envers cette mission», soutient John Manley.

Ce dernier reconnaît toutefois que convaincre un autre pays de s'impliquer à Kandahar ne sera pas facile. C'est pourquoi, souligne le rapport, il faut mettre en place une offensive diplomatique «cohérente et assidue» directement menée par le premier ministre. Le prochain sommet de l'OTAN, qui aura lieu en avril à Bucarest, devrait permettre de savoir si un partenaire est disposé à venir aider le Canada. John Manley recommande d'ailleurs au Parlement de ne pas voter sur l'avenir de la mission canadienne avant ce sommet crucial.

Est–ce que la présence prochaine de 3200 nouveaux soldats américains dans le sud de l'Afghanistan pourrait être une solution aux problèmes du Canada à Kandahar? «Ça pourrait nous aider, mais pour l'instant, cette présence n'est pas permanente», répond M. Manley, qui précise que le Pentagone a promis cette force pour sept mois seulement. «Si ça devient permanent, peut–être que ça remplira nos conditions. Il faudrait voir.»

Une mission sans date butoir

Si un allié se porte volontaire pour aider le Canada, le rapport Manley souligne qu'Ottawa devrait rester engagé en Afghanistan au–delà de 2009. Il ne donne aucune date butoir. «Le groupe ne voit aucun argument

logique qui puisse justifier le choix de février 2009 pour mettre fin à la mission militaire du Canada à Kandahar», peut−on lire.

Le rapport résume ainsi l'objectif du Canada: «Essentiellement, la politique canadienne a pour but de confier aux Afghans les rênes de leur destinée, dans un pays mieux gouverné, plus pacifique et plus sûr.» Quand cela sera−t−il atteint? «Le retrait de nos forces se fera tôt ou tard, a dit John Manley. La question est de savoir quand. Quitter rapidement reviendrait à gaspiller nos efforts et à renier nos sacrifices. Ce n'est pas possible de donner une date de retrait.»

Le groupe de travail souligne que l'enjeu central est la formation de l'Armée nationale afghane (ANA). «Le programme d'entraînement de l'ANA, c'est la clé de notre sortie», affirme John Manley. C'est uniquement avec une armée afghane efficace et une police locale autonome que le Canada pourra un jour passer d'un rôle militaire à un rôle civil en Afghanistan, dit−il.

Selon le groupe de travail, le Canada doit également assumer sa décision d'aller à Kandahar et ne pas seulement rejeter la faute sur l'OTAN. «C'était notre choix d'aller à Kandahar, alors ce n'est pas si facile de dire à l'OTAN d'envoyer quelqu'un d'autre [prendre notre place] maintenant, dit John Manley. Par contre, il faut un partenaire. C'est raisonnable de demander de l'aide. Notre fardeau est trop lourd.»

Le Canada doit toutefois rééquilibrer sa mission, qui penche trop vers le militaire actuellement, disent les auteurs. «Il est essentiel de corriger les déséquilibres, au chapitre du financement et du personnel, entre l'imposante mission militaire canadienne en Afghanistan et la mission civile nettement plus modeste qui oeuvre à la reconstruction, au développement et à la gouvernance», peut−on lire.

Le gouvernement est aussi montré du doigt pour son manque de transparence et ses lacunes en communication. «Les gouvernements n'ont pas su entretenir des communications franches avec la population pour exposer les raisons de la participation du Canada», peut−on lire.

N'empêche, cette mission vaut la peine d'être poursuivie, soutiennent les auteurs du rapport. «La présence du Canada en Afghanistan est importante, dit John Manley. Les citoyens afghans ont désespérément besoin de nous. Ce n'est pas un désastre [cette mission], la qualité de vie des Afghans s'est beaucoup améliorée depuis six ans.» Il s'agit aussi d'une mission importante pour la crédibilité canadienne, ajoute−t−il. «Maintenant, le Canada est écouté sur la scène internationale. Le coût est élevé, c'est vrai, mais il ne faut pas laisser ce capital disparaître.»

Réactions politiques

Le premier ministre Stephen Harper a remercié les cinq membres du groupe de travail hier, sans toutefois formuler d'autres commentaires. Il consultera son caucus et le conseil des ministres avant de faire connaître sa réponse au rapport. Le gouvernement a déjà signifié qu'il désire poursuivre la mission afghane dans sa forme actuelle jusqu'en 2011. C'est toutefois un vote aux Communes qui tranchera le débat ce printemps.

Le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, réuni avec son caucus à Kitchener, en Ontario, a refusé de commenter le rapport de 45 pages hier. «J'en ai pris connaissance, mais je ne l'ai pas lu. [...] Nous réagirons après l'avoir lu», a−t−il dit. Le PLC pourrait−il changer sa position, qui consiste à demander la fin de la mission de combat à Kandahar en 2009? «J'ai toujours un esprit ouvert», a−t−il laissé tomber.

Les positions du Bloc québécois et du NPD n'ont toutefois pas bougé d'un iota hier. Gilles Duceppe juge que le rapport Manley donne «carte blanche à Stephen Harper pour mettre en oeuvre son véritable objectif, qui est de continuer à faire la guerre en Afghanistan, et ce, indéfiniment». Le Bloc souhaite un départ de Kandahar en 2009.

Le chef bloquiste qualifie d'ailleurs de «poudre aux yeux» l'ultimatum du rapport, puisque la présence accrue des soldats américains dans le Sud afghan pourrait justifier une prolongation, selon lui. Le Bloc réclame un vote «au plus tôt», soit avant la rencontre de l'OTAN en Roumanie prévue en avril.

Le NPD avait sensiblement la même réaction hier, lui qui demande un retrait immédiat des troupes canadiennes. «M. Harper n'a pas l'habitude de commander des rapports avec lesquels il va être en désaccord, a soutenu Thomas Mulcair. Là, il a le feu vert pour continuer sa mission de combat après février 2009.»

***

Avec la collaboration d'Alexandre Shields

# Plus de mal que de bien; Un départ hâtif de nos forces militaires en Afghanistan, même s'il était partiel, mettrait en péril les intérêts et les valeurs du Canada

**PUBLICATION:** La Presse
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Forum
**PAGE:** A21
**COLUMN:** Document
**WORD COUNT:** 621

Nous publions ici un extrait du rapport du Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, présidé par John Manley.

Une des options envisagées prévoit que le Canada retire toutes ses forces militaires de l'Afghanistan après février 2009, à l'exception d'un petit contingent devant assurer la sécurité des travailleurs et des diplomates. Le Groupe n'a pu découvrir aucune raison opérationnelle justifiant l'échéance de février 2009 pour mettre fin à la mission militaire canadienne. Cela dit, différentes versions de cette option prévoyant un retrait immédiat ont suscité beaucoup d'intérêt de la part des citoyens canadiens, et il convient d'examiner cette possibilité plus à fond.

Selon une variante de cette option, le Canada mettrait entièrement fin à sa mission de combat en février 2009. Le Groupe a conclu que cette option n'était pas réellement envisageable. Certes, mettre fin à la mission de combat du Canada est un objectif que nous visons tous, mais c'est le choix du moment qui importe ici. Cette mission de combat doit prendre fin lorsque l'Armée nationale afghane (ANA) sera à même d'assurer la sécurité dans la province de Kandahar. Les progrès en ce sens vont aller bon train à mesure que s'intensifie la formation de l'ANA; également, il est certain que d'autres pays participant à la FIAS dépêcheront des ressources militaires additionnelles. Par conséquent, lorsqu'il est question de mettre fin aux activités militaires du Canada à Kandahar, la réflexion ne doit pas se cantonner à fixer arbitrairement des échéanciers. Il faut plutôt mettre l'accent sur les progrès réels accomplis sur le terrain.

Il existe une autre variante encore de cette option, selon laquelle les troupes canadiennes en viennent à remplir à Kandahar un rôle de maintien de la paix dit "traditionnel", ce qui suppose que l'on utilise la force uniquement à des fins de légitime défense. Or, il n'existe pas encore de paix à maintenir en Afghanistan. La FIAS mène une opération d'imposition de la paix à la demande des Nations unies, dans le but de réprimer une insurrection très violente qui menace la paix internationale et la survie même du gouvernement élu de l'Afghanistan. C'est exactement là le genre de mission que les Nations unies doivent autoriser sur une base ponctuelle afin que la communauté internationale puisse faire en sorte que des événements comme ceux survenus au Rwanda et en Bosnie ne se reproduisent plus jamais.

(...)

Un départ hâtif des forces militaires, même s'il était partiel, mettrait en péril les intérêts et les valeurs du Canada. Une telle mesure aurait pour effet d'amoindrir l'efficacité de l'aide canadienne en Afghanistan, étant donné que les travailleurs humanitaires canadiens seraient encore moins capables de collaborer directement avec les Afghans. Cela pourrait donner lieu à un regain d'activité de la part des insurgés. Cela pourrait aussi ébranler la confiance de certains Afghans de Kandahar à propos de leur avenir et de leur propre

gouvernement, et les rendre plus vulnérables à la sédition talibane. L'influence du Canada fléchirait dans les pays et les capitales des membres des Nations unies et de l'OTAN, dont Washington. Cela pourrait aussi limiter la capacité du Canada à intervenir – et à inciter d'autres parties à lui emboîter le pas – pour imposer la paix et rétablir la sécurité lorsqu'elles sont menacées. Certains sur la scène internationale pourraient même se poser des questions à propos de notre volonté d'agir en ce sens à l'avenir.

Bref, un retrait militaire immédiat d'Afghanistan ferait plus de mal que de bien.

# Vers un compromis?; Le rapport Manley sur la mission canadienne en Afghanistan ouvre la porte à un compromis entre les positions conservatrice et libérale


| | |
|---|---|
| **PUBLICATION:** | La Presse |
| **DATE:** | 2008.01.23 |
| **SECTION:** | Forum |
| **PAGE:** | A21 |
| **BYLINE:** | Boivin, Marc−André |
| **PHOTO:** | Photo Tom Hanson, La Presse Canadienne |
| **ILLUSTRATION:** | John Manley (à gauche) a présenté hier au premier ministreStephen Harper les recommendations du groupe d'experts chargés d'étudier le rôle futur du Canada en Afghanistan. |
| **WORD COUNT:** | 806 |


La raison d'être du groupe d'experts indépendants sur le rôle futur du Canada en Afghanistan se résumait à une question: devons−nous ou non renouveler le mandat de la présence militaire canadienne dans sa configuration actuelle qui arrive à terme en février 2009? A cette question relativement simple, voire simpliste, on obtient, à la lecture du rapport final, une réponse diffuse.

Après six ans, le gouvernement afghan demeure inepte, l'action de la communauté internationale est incohérente et la majorité des alliés du Canada ont manifestement d'autres priorités que l'Afghanistan; mais, selon le groupe d'experts, le Canada doit essentiellement maintenir sa politique actuelle en la saupoudrant de mesures plus spectaculaires en termes de développement et de diplomatie.

En fait, derrière la question du renouvellement du mandat des troupes canadiennes présentes dans la région de Kandahar, il y a deux débats. Le premier est politique. Placé en situation minoritaire, le gouvernement Harper doit composer avec un parlement hostile. Le rapport Manley souligne avec raison l'absence d'explication convaincante de la part des gouvernements successifs de la mission afghane et de la place prépondérante qu'elle occupe dans la politique étrangère du Canada. Du temps du gouvernement Chrétien, alors que les libéraux disposaient d'une majorité docile en Chambre, les questions importantes relatives aux affaires étrangères se réglaient entre quelques individus au bureau du premier ministre. Cette réalité est celle de la plus grande part de l'histoire du Canada, les affaires étrangères sont traditionnellement un loisir pour l'élite politique.

Or, l'explosion de violence qui a coïncidé avec le déploiement des troupes canadiennes dans la région de Kandahar et l'avènement de deux gouvernements minoritaires consécutifs ont ouvert le jeu. Fait rarissime, une question de politique étrangère en est venue à dominer les débats en Chambre à un moment où ces débats peuvent avoir des conséquences significatives sur le gouvernement.

Cortège de cercueils

Les images dramatiques de combats diffusées en boucle et le cortège hebdomadaire de cercueils de soldats canadiens ont aussi interpellé directement la population canadienne. La réaction a été rapide, tant au Québec qu'ailleurs au Canada: entre le début et la fin de 2006, l'opinion publique s'est détournée de l'engagement canadien en Afghanistan, plus spécifiquement de sa dimension militaire. On le sait maintenant, et le rapport

Manley le reconnaît poliment, la politique canadienne en Afghanistan depuis 2001 a été dominée par la Défense. La question du renouvellement du mandat des militaires après février 2009 est donc fondamentale.

Pour le public canadien, le rapport Manley offre enfin un bilan honnête des maigres avancées effectuées et des défis considérables auxquels est confronté le Canada en Afghanistan; une lecture essentielle et accessible à n'en pas douter. De ce fait, il remplit de lui–même sa recommandation demandant au gouvernement de faire preuve de plus de franchise avec la population. Par contre, le rapport ne répond pas au paradoxe soulevé par la population canadienne qui s'est exprimée dans un nombre record de mémoires (219): comment concilier tout ce sang versé, ces ressources englouties avec une réalité sur le terrain dont tout indique qu'elle se détériore?

Si le rapport Manley identifie les problèmes, les ajustements qu'il propose demeurent, somme toute, mineurs. Attendre que la police et l'armée afghanes soient en mesure de prendre la relève avant de se retirer, n'est–ce pas là déjà le modus operandi des militaires canadiens envoyés à Kandahar depuis 2005? Le groupe d'experts valide la légitimité de la mission, fournit des raisons tangibles pour justifier l'engagement du Canada et honore le travail effectué par les militaires et les civils canadiens en Afghanistan. Est–ce que cela mérite pour autant que plus de 85% des militaires canadiens envoyés à l'étranger soient dans ce pays où le Canada, jusqu'à tout récemment, n'avait même pas d'ambassade?

L'explication à ces questions sans réponse tient au fait que le groupe d'experts avait en réalité comme mandat de servir de médiateur entre les partis politiques. Le gouvernement Harper, à force de marteler son engagement sans nuance en Afghanistan, a fini par être isolé en Chambre. Le Parti libéral avait permis, même divisé, de faire passer le vote sur le renouvellement du mandat des troupes canadiennes jusqu'en février 2009. Le rapport Manley ouvre maintenant à nouveau la porte à un compromis entre la position du Parti conservateur et celle du Parti libéral. Ainsi, le groupe d'experts consacre le divorce sur les questions d'affaires étrangères entre l'élite politique et la population canadienne. L'Afghanistan n'a malheureusement rien d'un loisir.

L'auteur est directeur adjoint du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix.

# A Bucarest, en avril...

**PUBLICATION:** La Presse
**DATE:** 2008.01.23
**SECTION:** Forum
**PAGE:** A20
**COLUMN:** Éditoriaux
**BYLINE:** Roy, Mario
**WORD COUNT:** 495

Dans tout film d'action hollywoodien, il se trouve toujours un héros pour déclarer solennellement que l'"échec n'est pas envisageable"... Cependant, dans le cas de l'Afghanistan, la faillite est une réelle possibilité. "L'avenir est parsemé de dangers, qui peuvent faire échec aux plans les mieux élaborés et aux prévisions les plus sûres", estime le Groupe d'experts indépendants sur le rôle futur du Canada en Afghanistan.

Le rapport Manley a donc été déposé, hier.

A Ottawa, les néo−démocrates et les bloquistes ont surtout soupesé la question de savoir à quel point il servira le premier ministre conservateur Stephen Harper, avec qui ils sont évidemment en désaccord; le chef libéral Stéphane Dion, dont les troupes sont divisées à ce sujet, a préféré réserver son jugement.

Or, ce dossier devrait dépasser la politique partisane. Il s'agit d'une affaire d'État, dans le sens le plus noble du terme, qui engage en effet les valeurs, la réputation, l'influence et le rôle du Canada dans le monde, comme le souligne John Manley. Il s'agit aussi d'un engagement pris dans le cadre d'une opération impliquant une large collectivité de nations, mandatées par l'ONU, dont aucune n'a le devoir moral de supporter un fardeau qui serait disproportionné.

Pour toutes ces raisons, on peut estimer que le rapport Manley est franc et perspicace sur la plupart des enjeux, y compris celui de l'incertitude des résultats. Mais il manque de vigueur quant à la nécessité pour le Canada, qui a sacrifié 77 vies à ce jour, de réclamer de la communauté internationale l'expression d'une volonté claire de participer de façon plus efficace et équitable aux opérations en territoire afghan.

Car, à ce moment−ci, ni l'ONU ni l'OTAN ne devraient avoir la conscience très nette, que ce soit en termes d'efficacité ou d'équité.

Pour l'heure, deux points retiennent l'attention.

D'abord, le groupe d'experts rejette l'idée d'un calendrier de retrait et d'un devis de réaménagement des tâches (du combat à l'entraînement des troupes afghanes, par exemple) qui seraient coulés dans le béton. Il y a en effet de bonnes raisons à cela et, hélas! l'affaire ressemble sur ce point à l'impasse irakienne. Le Parlement dût−il sonner la retraite, il faudra prévoir un processus plus long et complexe que ce que certaines injonctions partisanes réclament: le retrait immédiat prôné par le NPD, par exemple, serait d'une formidable irresponsabilité.

Ensuite, la réunion au sommet de l'OTAN en Roumanie, du 2 au 4 avril, devra sonner l'heure de vérité.

Il est souhaitable que, avant cela, rien ne soit décidé, ni soumis au vote à la Chambre des communes − contrairement à ce que souhaite le Bloc québécois, pressé d'en découdre. Mais il est souhaitable aussi que, au départ de Bucarest, les représentants canadiens connaissent de façon très précise les intentions des autres pays membres de l'OTAN. Et ce, après les avoir clairement informés que le Canada ne poursuivra pas sa mission

dans sa mouture actuelle.

On peut discuter de dates. Mais on ne peut plus voir d'autres États théoriquement solidaires continuer à se croiser les bras.

Ce n'est tout simplement pas envisageable.

mroy@lapresse.ca

# Les libéraux désavouent Manley


| | |
|---|---|
| **PUBLICATION:** | La Presse |
| **DATE:** | 2008.01.23 |
| **SECTION:** | Politique |
| **PAGE:** | A12 |
| **BYLINE:** | Toupin, Gilles |
| **DATELINE:** | Ottawa |
| **WORD COUNT:** | 489 |


Les trois partis de l'Opposition à la Chambre des communes sont restés fermement campés sur leurs positions respectives au sujet de la prolongation de la mission des soldats canadiens en Afghanistan.

Le chef libéral, Stéphane Dion, a rejeté catégoriquement un élément essentiel du rapport du groupe d'experts présidé par John Manley, soit la possibilité de prolonger la mission canadienne au–delà de février 2009.

M. Dion, qui n'avait pas encore lu en entier le rapport Manley au moment de rencontrer la presse à l'issue d'une retraite de deux jours avec son aile parlementaire à Kitchener, a réitéré qu'il n'était pas question pour lui d'accepter une prolongation de la mission de combat canadienne après février 2009. Son point de vue contredit ainsi celui du groupe de travail présidé par John Manley qui rejette l'idée de fixer une "date artificielle" pour la cessation des opérations canadiennes de combat.

"La position du Parti libéral du Canada, depuis un an, est de s'assurer que le Canada avertisse l'OTAN et le gouvernement afghan que nous mettrions un terme à notre mission de combat en février 2009. C'est d'ailleurs là le calendrier officiel; ce n'est pas seulement la position de l'opposition officielle", a–t–il dit.

Stéphane Dion a souligné que la mission militaire en Afghanistan était "très lourde à porter" pour le Canada. "Trois ans d'une mission de combat qui est, de loin, la plus dangereuse mission du théâtre afghan me permettent de croire que le Canada peut dire que nous pouvons faire autre chose pour aider le peuple afghan. Il appartient à l'OTAN et au gouvernement afghan de trouver un remplacement à notre mission."

John Manley a rejeté les prétentions de Stéphane Dion, disant juger impossible de mettre fin à la mission de combat en 2009. Il a aussi affirmé que la mission actuelle s'inscrit parfaitement dans la "tradition du Parti libéral".

"Il y a un problème parce qu'il n'y a pas de collège militaire en Afghanistan. Et franchement, le processus de formation de l'armée afghane, c'est de participer à des missions de combat (avec les soldats canadiens)", a–t–il dit.

Unanimité dans l'opposition

De son côté, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a dénoncé le rapport Manley, estimant qu'il "donne carte blanche à Stephen Harper pour mettre en oeuvre son véritable objectif, qui est de continuer à faire la guerre en Afghanistan, et ce indéfiniment". Le chef bloquiste a réitéré que son parti réclame le rapatriement des troupes au pays en février 2009 et un rééquilibrage de la mission afin que l'on mette davantage l'accent sur l'aide humanitaire.

Pour sa part, le chef du NPD, Jack Layton, a opposé une fin de non–recevoir catégorique aux recommandations du rapport Manley. La mission actuelle ne peut mener qu'à une escalade des affrontements,

selon lui. Et les conclusions publiées hier ne font rien pour changer les choses.

"J'ai été surpris de voir qu'une guerre sans fin est recommandée, a dénoncé M. Layton. En fait, la recommandation que l'on commence à emmener des hélicoptères et des drones me frappent comme étant une escalade."

Avec Joël−Denis Bellavance et Hugo de Grandpré

# L'OTAN devra en faire plus; La mission est vouée à l'échec sans la participation accrue de tous les pays, croit John Manley


| | |
|---|---|
| **PUBLICATION:** | La Presse |
| **DATE:** | 2008.01.23 |
| **SECTION:** | Politique |
| **PAGE:** | A12 |
| **BYLINE:** | Bellavance, Joël−Denis |
| **PHOTO:** | Photo Tom Hanson, Presse Canadienne |
| **DATELINE:** | Ottawa |
| **ILLUSTRATION:** | Stephen Harper a reçu hier son exemplaire des mains de JohnManley, à gauche sur la photo. Les recommandations de l'ancien vice−premier ministre libéral comportent notamment le maintien des forces canadiennes en Afghanistan au−delà de février 2009 ainsi que l'envoi de ressources supplémentaires dans la province de Kandahar. |
| **WORD COUNT:** | 780 |


L'ancien ministre des Affaires étrangères John Manley a lancé hier un véritable coup de semonce en direction de l'OTAN. Les pays membres de cette alliance militaire doivent envoyer au moins 1000 nouveaux soldats au cours de la prochaine année afin d'épauler les troupes canadiennes dans la région de Kandahar à défaut de quoi la mission en Afghanistan est vouée à l'échec.

Dans un rapport fort attendu déposé hier, M. Manley estime d'ailleurs que le Canada doit lancer une sorte d'ultimatum à l'OTAN. Le Canada doit signifier clairement à ses alliés qu'il retirera ses troupes à partir de février 2009 s'il n'obtient pas des renforts d'ici 12 mois à Kandahar, la région la plus dangereuse de l'Afghanistan.

"La mission dans sa présente forme est en péril. Il n'y a simplement pas assez de troupes sur le terrain pour faire en sorte que le travail soit fait comme il se doit dans la province de Kandahar. (...) Nous croyons que l'heure est venue pour les autres pays de l'OTAN de faire leur part. Nous avons entendu à plusieurs reprises qu'il s'agit de la mission la plus importante de l'OTAN. L'heure des belles paroles est terminée", a lancé M. Manley en conférence de presse.

M. Manley, ancien ministre libéral influent reconnu pour son franc−parler, a présidé un groupe d'experts indépendants chargé de recommander au gouvernement canadien certaines options au sujet de la mission canadienne en Afghanistan qui doit normalement prendre fin en février 2009, à moins qu'elle ne soit prolongée.

Le groupe présidé par M. Manley a passé les trois derniers mois à réfléchir sur cette délicate question qui divise non seulement les partis politiques à la Chambre des communes, mais qui préoccupe la majorité des Canadiens.

Dans son rapport, le groupe recommande de prolonger la mission de combat au−delà de février 2009 à condition que l'OTAN envoie 1000 soldats de plus. Mais le groupe ne recommande aucune date de retrait du contingent canadien.

Devant les journalistes, hier, M. Manley a aussi soutenu que les troupes canadiennes doivent avoir à leur disposition, avant février 2009, des hélicoptères de transport et des drones afin de limiter les pertes sur le

terrain.

Plus d'efforts à la formation

Et si les soldats canadiens demeurent au–delà de février 2009, ils devraient graduellement consacrer plus d'efforts à la formation des Forces de sécurité nationale afghane afin qu'elles puissent elles–mêmes assurer la sécurité de leur pays ravagé par des années de guerre.

Dans son rapport, M. Manley a aussi affirmé que le Canada, de concert avec la communauté internationale, doit faire une plus large place à la diplomatie, à la reconstruction et au développement ainsi qu'à l'établissement d'institutions de gouvernance en Afghanistan. Pour y arriver, il faut une meilleure coordination des efforts du Canada et de l'ONU. Au Canada, un comité du cabinet présidé le premier ministre devrait s'occuper de ce dossier. Aux Nations unies, un haut responsable devrait être responsable de coordonner les efforts humanitaires et militaires de la communauté internationale. Le rapport Manley estime aussi que le premier ministre Stephen Harper devrait exiger du gouvernement afghan qu'il rende vraiment compte des mesures prises pour lutter contre la corruption.

Avant même de dévoiler les recommandations, l'ancien ministre libéral a défendu bec et ongles cette dangereuse mission, l'engagement militaire "le plus robuste du Canada en une génération".

Il a rappelé que ce sont les libéraux de Jean Chrétien qui ont décidé d'envoyer un contingent de soldats à Kaboul en 2002 et que ce sont les libéraux de Paul Martin qui ont accepté de déployer des troupes à Kandahar en 2005. Les conservateurs de Stephen Harper ont quant à eux décidé de prolonger la mission de combat jusqu'en 2009 et estiment qu'il faut poursuivre le travail jusqu'en 2011.

"Notre présence en Afghanistan est tout à fait justifiée. (...) La présence du Canada en Afghanistan est importante à la fois pour les Afghans, pour nos alliés, et pour nos propres intérêts", a–t–il affirmé.

Quand le Canada pourra–t–il rapatrier ses troupes? Il est difficile de préciser un échéancier. "Les forces canadiennes vont se retirer de l'Afghanistan tôt ou tard. La question est de savoir quand. Nous croyons qu'un retrait immédiat des troupes sans faire un véritable effort pour obtenir de meilleurs résultats pour les Afghans reviendrait à gaspiller tout ce que nous avons investi et à renier les sacrifices que nous avons faits jusqu'ici", a–t–il dit.

Le premier ministre Stephen Harper n'a pas commenté immédiatement les recommandations du rapport Manley. M. Harper a promis de tenir un vote aux Communes au printemps sur la prolongation de la mission canadienne jusqu'en 2011. Minoritaires aux Communes, les conservateurs auront besoin de l'appui des libéraux pour maintenir les troupes au–delà de février 2009.

# Duceppe accuse Manley d'avoir donné un chèque en blanc à Harper

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** POLITIQUE DÉFENSE INTERNATIONAL
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 143

MONTREAL _ A son tour, le Bloc québécois rejette les recommandations du rapport Manley.

Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, accuse d'ailleurs le comité présidé par John Manley d'avoir donné un chèque en blanc au gouvernemernt Harper en recommandant une prolongation de la mission canadienne sans fixer de date limite.

Quant au fait que M. Manley rende la prolongation conditionnelle à l'envoi de renforts d'autres pays de l'OTAN, M. Duceppe note que cette condition est fictive puisque les Etats−Unis en ont comblé les trois quarts en promettant un ajout de 3000 soldats.

Gilles Duceppe réitère que la mission canadienne doit prendre fin en février 2009, comme prévu, et réclame un vote sur cette question dans les plus brefs délais.

Selon lui, le Canada a fait sa part et il est temps de taxer d'autres partenaires de l'OTAN.

Le Bloc se dit prêt à assumer les conséquences de son vote si jamais celui−ci était considéré comme une question de confiance et qu'il menait à la chute du gouvernement minoritaire.

(LaPresseCanadienne, psa)

ngpsa2

# Le rapport Manley recommande de prolonger la mission en Afghanistan

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** POLITIQUE DÉFENSE INTERNATIONAL SOCIAL
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 391

OTTAWA _ Le groupe de travail indépendant sur l'Afghanistan recommande au Canada de prolonger sa mission militaire en Afghanistan après février 2009, à condition d'obtenir des renforts dans la région de Kandahar ainsi que l'accès à des hélicoptères de transport et des drones pour appuyer les troupes au sol.

Dans leur rapport remis mardi au premier ministre Stephen Harper, les membres du comité aviseur soulignent que l'engagement du Canada en Afghanistan ne doit pas être timoré, mais qu'il ne doit pas non plus être sans balises.

C'est pourquoi, si ces conditions ne sont pas respectées, le Canada devrait faire savoir aux autorités afghanes et aux pays alliés qu'il entend laisser à d'autres la responsabilité de la sécurité à Kandahar, soulignent–ils.

La réunion de l'OTAN qui aura lieu en avril prochain à Bucarest sera vraisemblablement le théâtre de débats entre les puissances occidentales au sujet de l'Afghanistan.

Les experts canadiens laissent entendre que le parlement canadien aurait intérêt à attendre les résultats de cette rencontre au sommet avant de se prononcer sur l'avenir de la mission à Kandahar.

D'ici là, le premier ministre Harper devrait mener personnellement une "offensive diplomatique" pour veiller à ce que les efforts pour aider les Afghans à reconstruire leur pays soient mieux coordonnés et donnent des résultats concrets.

"Le premier ministre jouit d'une influence considérable, et nous lui demandons d'user de celle–ci dans toute la mesure du possible compte tenu de la contribution du Canada aux efforts déployés en Afghanistan", a fait valoir mardi l'ancien ministre libéral et président du groupe, John Manley.

Outre M. Manley, le groupe mis sur pied en octobre dernier était composé de Jake Epp, ancien ministre fédéral, de Paul Tellier, ancien greffier du Conseil privé, de Derek Burney, ancien ambassadeur du Canada aux États Unis, et de Pamela Wallin, ancienne consule générale du Canada à New York.

Contrairement à ce que prévoyaient les observateurs, le groupe ne fixe pas de date pour le départ des troupes canadiennes d'Afghanistan. A leur avis, le moment du retrait dépendra de la capacité des autorités afghanes de prendre le relais pour assurer la sécurité de la population.

A leur avis, un repli hâtif condamnerait les Afghans à une autre guerre civile et mettrait en péril la paix mondiale.

Par ailleurs, aux yeux des experts, le Canada devrait réorganiser son aide humanitaire et faire plus de place aux projets bilatéraux s'il veut contribuer à l'amélioration de la situation en Asie centrale.

Le rapport Manley suggère finalement au gouvernement de mieux informer les Canadiens au sujet de l'engagement militaire et humanitaire en Afghanistan.

Le premier ministre Harper indiqué qu'il prendrait le temps d'analyser le rapport et qu'il répondrait "en détail" d'ici quelques jours.

LEAD SUIVRA

FGKAF204−DMK

# Général

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** AVIS
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 57

MONTREAL _ Veuillez prendre note que nous ne transmettrons pas de dépêche sur le caucus des députés du Parti libéral du Canada, à Kitchener, en Ontario, les réactions du chef Stéphane Dion au rapport Manley étant incluses dans notre dernière version sur le dépôt de ce rapport, à Ottawa.

FM22−ac.

# Les réactions divergent à la suite de la publication du rapport Manley

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** POLITIQUE INTERNATIONAL DÉFENSE
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 298

MONTREAL _ Le chef de l'opposition officielle, Stéphane Dion, s'est montré très prudent, mardi matin, au caucus libéral, à Kitchener, en Ontario, après le dévoilement du rapport du groupe de travail sur l'Afghanistan qui recommande au Canada de prolonger sa mission militaire après février 2009, à condition d'obtenir des renforts.

M. Dion a affirmé qu'il n'avait pas encore eu le temps de lire le rapport de 90 pages et s'est rangé derrière la position de son parti. Il a ainsi rappelé son souhait de voir la mission de combat prendre fin en février 2009, tout en indiquant que le Canada devrait continuer à jouer un rôle en sol afghan.

De son côté, le Nouveau Parti démocratique (NPD) a déploré les conclusions du rapport Manley.

Au caucus de ses députés, à Montebello, en Outaouais, le chef Jack Layton a répété que, selon lui, "cette mission est non seulement mauvaise pour le Canada, mais aussi pour l'Afghanistan". Il a souligné qu'"après sept années de guerre, les conditions sont pires" encore qu'elles ne l'étaient.

M. Layton se demande pourquoi M. Manley recommande qu'on continue dans la même voie.

Le député néo−démocrate Thomas Mulcair croit quant à lui que le premier ministre Stephen Harper "a commandé un rapport qui lui a dit exactement ce qu'il veut entendre". M. Mulcair qualifie ce stratagème de "tentative d'enrober la pilule et de continuer la guerre".

Le directeur du département de science politique au Collège militaire royal du Canada, à Kingston, en Ontario, Houchang Hassan−Yari, n'est pas surpris que la mission afghane doive se poursuivre au−delà de février 2009. Selon lui, les pays alliés devront "rester en Afghanistan durant les 10 ou 20 prochaines années" si on veut que le pays se remette de décennies de problèmes. Le professeur Hassan−Yari estime que cela ne signifie nullement que c'est le Canada qui doit rester en sol afghan pendant toute cette période.

(La Presse Canadienne, mg, ama, sl, mrl, beb)

ngbeb3

# Général

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** AVIS
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 456

OTTAWA _ Le premier ministre Stephen Harper reçoit des mains de John Manley le rapport du groupe d'experts indépendants sur le rôle du Canada en Afghanistan. Séance de photos seulement. (8h45, bureau du premier ministre, bureau 307−S)

x−OTTAWA _ Le Groupe d'experts indépendants sur le rôle du Canada en Afghanistan, présidé par l'ex−ministre libéral John Manley, présente ses recommandations à l'occasion d'une conférence de presse. (10h00, Marriott Ottawa, salon Laurier, 100, rue Kent)

OTTAWA _ La compagnie Imperial Tobacco Canada tient une séance d'information à propos du snus, un tabac sans fumée de style suédois. (10h00, Amphithéâtre national de la presse, 150, rue Wellington)

OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des études sur la dépendance à l'automobile dans les quartiers urbains ainsi que l'opposition ville−banlieue.

xy−LONDRES _ Le premier ministre Jean Charest prononce une allocution à la tribune de la Chambre de commerce Canada − Royaume−Uni. Une conférence de presse suivra.

QUEBEC _ Le président−directeur général de l'INO, Jean−Yves Roy, et la ministre du Patrimoine canadien, Josée Verner, font une annonce concernant le financement de l'INO. (14h00, 2740, rue Einstein)

x−MONTREAL _ Le chef du Bloc Québécois, Gilles Duceppe, réagit au dépôt du rapport sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan. (13h30, Centre St−Pierre, Salle 203, 1212 Panet)

MONTREAL _ Le CSSS de Dorval−Lachine tient un point de presse concernant le retour des ambulances à l'hôpital Lachine. (9h00, 637, 13e Avenue, salles A et B)

MONTREAL _ Le docteur Louis Drouin, de la Direction de santé publique, donne un point de presse sur l'impact sur le plan santé de dossiers de transport dans la région de Montréal. (10h00, 1301, rue Sherbrooke Est)

MONTREAL _ Le Collectif pour un Québec sans pauvreté procède au lancement montréalais d'une campagne de signatures. (11h45, édifice de la CSN, salle B−C, 1605, de Lorimier)

DUHAMEL−OUEST _ Le ministre responsable des Affaires autochtones, Benoît Pelletier, et le chef du conseil de bande de la communauté de Winneway, Steeve Mathias, procèdent à la signature d'une entente−cadre entre le gouvernement du Québec et la Première Nation de Longue−Pointe. (14h00, 834, chemin du Vieux−Fort)

GRAND−MERE _ La ministre des Transports et ministre responsable de la Mauricie, Julie Boulet, procède à une annonce concernant l'entreprise Delastek, en compagnie du ministre fédéral du Travail et ministre responsable de Développement économique Canada, Jean−Pierre Blackburn. (14h00, 2699, 5e Avenue)

MONTEBELLO _ Réunion des députés du Nouveau Parti démocratique. (Château Montebello)

y−ENFIELD, Nouvelle−Ecosse _ Le ministre de l'Industrie, Jim Prentice, et le ministre de la Défense, Peter MacKay, font une annonce. (9h00, Aéroport international de Halifax)

x−KITCHENER, Ont. _ Caucus des députés du Parti libéral du Canada. (Holiday Inn)

Econo

x−MONTREAL _ Le CN tient une conférence téléphonique concernant ses résultats du quatrième trimestre. (16h30, 1−888−300−0053)

x−OTTAWA _ La Banque du Canada fait une annonce concernant son taux directeur. (9h00)

OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des données sur le commerce de détail et l'assurance−emploi.

Culture

x−MONTREAL _ L'Académie canadienne du cinéma et de la télévision reçoit la ministre de la Culture, Christine St−Pierre. Il sera question du rayonnement de notre culture. (12h00, 1050, rue Sherbrooke Ouest)

MONTREAL _ Rencontre de presse avec les cinéastes Isabelle Lavigne et Stéphane Thibault, à l'occasion du lancement du film Junior. (13h00, 3956, boul. Saint−Laurent)

MONTREAL _ Lancement du deuxième album d'Anik Jean. (17h00, Club Soda, 1333, boul. St−Laurent)

OTTAWA _ Lancement du spectacle Les Héritiers de Champlain (10h00, 53, rue Elgin)

FMFN1−ms−DMK

# Le Canada devrait faire sa "poule mouillée" pour obtenir de l'aide de l'OTAN

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** DÉFENSE INTERNATIONAL JUSTICE POLITIQUE
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 241

OTTAWA _ Les Etats−Unis pourraient être appelés à aider le Canada à atteindre les conditions établies par un comité en faveur de la poursuite de la mission en Afghanistan, mais des observateurs croient qu'Ottawa ne devrait pas laisser ses alliés européens s'en tirer si facilement.

Selon Paul Heinbecker, un ancien diplomate qui a représenté le Canada aux Nations unies, il ne serait pas très difficile pour l'OTAN de fournir 1000 soldats supplémentaires; ce ne serait en fait qu'une question de volonté politique.

Le comité présidé par l'ancien ministre libéral John Manley a recommandé que le gouvernement conservateur donne à ses partenaires militaires jusqu'en février 2009 pour envoyer un autre groupe de combat _ soit environ 1000 soldats _ pour l'appuyer dans la province de Kandahar.

Si une telle assurance ne se présentait pas, le gouvernement fédéral devrait alors annoncer un retrait des soldats canadiens, a estimé M. Manley.

M. Heinbecker estime que le Canada devrait, jusqu'à un certain point, jouer la carte de la "poule mouillée" pour obtenir davantage d'aide dans sa mission de combat et convaincre les alliés de l'OTAN de prendre leurs responsabilités.

Pour d'autres observateurs, l'atteinte des objectifs recommandés par M. Manley dépendra surtout de la coopération des Etats−Unis, puisque les appels à l'aide à la communauté internationale et à l'Europe risquent de rester sans réponse.

Les plus importants pays déjà en Afghanistan _ la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne _ ont tous refusé d'y envoyer plus de soldats ou de permettre à ceux qui y sont déjà de participer aux combats.

Le Canada compte 2500 soldats à Kandahar et son mandat actuel expire en février 2009.

GG8710−FGCPG203−ac.

# Points saillants du rapport du groupe de travail dirigé par John Manley

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** DÉFENSE INTERNATIONAL POLITIQUE SOCIAL
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 160

OTTAWA _ Voici les points saillants du rapport livré mardi par un comité consultatif spécial sur l'Afghanistan dirigé par l'ancien ministre libéral des Affaires étrangères John Manley:

_ le Canada devrait rester en Afghanistan après février 2009 à condition que les pays membres de l'OTAN y envoient, d'ici là, 1000 soldats supplémentaires, et que le gouvernement puisse obtenir l'accès à des hélicoptères de transport et des drones pour appuyer les troupes au sol;

_ si le Canada prolonge sa mission, il devrait conserver son rôle de combat tout en mettant l'accent sur la formation de l'armée afghane pour qu'elle prenne la responsabilité de la sécurité;

_ le Canada devrait mener une offensive diplomatique pour l'élaboration d'un plan d'ensemble de l'OTAN pour l'Afghanistan, et faire pression sur le Pakistan pour qu'il fasse davantage pour promouvoir la sécurité dans la région;

_ le Canada devrait revoir ses efforts de développement pour mieux répondre aux besoins immédiats de l'Afghanistan;

_ le gouvernement devrait mieux informer les Canadiens à propos de la situation en Afghanistan et promouvoir "un dialogue continu, franc et constructif".

GG8601−FGJD301.mag

# Le rapport Manley recommande de prolonger la mission en Afghanistan

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** POLITIQUE DÉFENSE INTERNATIONAL
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 772

OTTAWA _ Trois mois d'étude et un rapport de plus de 90 pages contenant sa part de recommandations n'auront pas suffi pour convaincre les partis d'opposition d'appuyer une prolongation de la mission canadienne en Afghanistan au–delà de l'échéance de février 2009.

A peine le rapport du groupe de travail sur l'Afghanistan était–il rendu public, mardi, que sa recommandation principale était balayée du revers de la main par le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique (NPD). Moins critique, le Parti libéral a tout de même maintenu sa position exigeant le retrait de troupes en février 2009.

Le premier ministre Stephen Harper aura donc fort à faire, au cours des prochaines semaines, s'il veut réussir à faire adopter aux Communes une motion pour étirer de quelques années la présence des soldats canadiens dans la région de Kandahar.

Les conditions appliquées à une éventuelle prolongation et la réorientation de la mission n'auront donc pas fait bouger les partis d'opposition d'un iota.

Dans son rapport, le comité conclut que les soldats canadiens devraient continuer à fouler le sol afghan pour une période indéterminée, et ce, en autant que les pays alliés de l'OTAN acceptent d'offrir des renforts.

Présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, le groupe d'experts mandaté par M. Harper estime que la mission canadienne est "tout à fait justifiée", mais elle nécessite un sérieux coup de barre tant au plan international que dans sa gestion au sein du gouvernement canadien.

Selon le groupe d'experts, la mission du Canada en Afghanistan est vouée à l'échec si les pays de l'OTAN n'acceptent pas de dépêcher au moins 1000 soldats supplémentaires dans la région de Kandahar, au sud du pays, où les insurgés sont les plus actifs et où sont déployés les soldats canadiens depuis deux ans.

Le rapport réclame aussi le déploiement d'hélicoptères et de drones (des avions sans pilotes) pour le transport des troupes et la surveillance aérienne.

Si ces deux conditions ne sont pas acceptées par les pays alliés, mieux vaudra leur annoncer que le Canada retirera ses troupes de l'Afghanistan à l'échéance prévue, en février 2009, suggère le comité Manley.

Le groupe d'experts croit d'ailleurs qu'il est temps que le premier ministre lui–même prenne le bâton de pèlerin pour convaincre les pays membres de l'OTAN d'intensifier les efforts et de mieux coordonner toute la mission internationale.

"Pour arriver aux résultats que nous croyons nécessaires, le premier ministre doit faire de cette mission une priorité (...) et prendre la tête de nos efforts diplomatiques", a déclaré John Manley en conférence de presse.

L'ancien ministre est d'avis que les pressions du Canada devraient d'ailleurs se faire sentir dès la rencontre de l'OTAN prévue en avril à Bucarest, en Roumanie. Cette rencontre s'annonce déjà le théâtre de discussions

animées entre les pays membres sur la mission afghane.

Mardi, le premier ministre Stephen Harper s'est bien gardé de commenter le rapport, se contentant d'émettre un communiqué de presse où il indique vouloir étudier les recommandations.

M. Harper s'est déjà engagé à tenir un vote aux Communes sur la question de la prolongation de la mission. Selon M. Manley, ce vote ne devrait pas survenir avant la rencontre cruciale de l'OTAN.

Pas du tout, répliquent le NPD et le Bloc, qui veulent un vote rapidement sur cette question.

"Il faut que ce vote survienne en février ou en mars", avant la rencontre de Bucarest pour que le Canada puisse annoncer sa position à l'OTAN", a soutenu le chef bloquiste Gilles Duceppe.

Pour le chef néo−démocrate, Jack Layton, le rapport vient faire la démonstration des lacunes de la mission puisque le groupe de travail admet que la sécurité dans la région de Kandahar s'est détériorée.

"Il y a des évidences dans le rapport que la mission ne fonctionne pas", a déclaré M. Layton.

Moins tranché, le chef libéral Stéphane Dion a refusé de commenter directement le rapport Manley, disant vouloir le lire avant de se prononcer. Il a cependant réitéré la position de son parti qui veut la fin de la mission de combat en février 2009.

Mais le porte−parole libéral en matière d'affaires étrangères, Bob Rae, a semblé laisser la porte ouverte.

"Tant que nous ne savons pas ce que sera la réaction de l'OTAN et de nos partenaires, honnêtement, il est difficile de dire si les recommandations sont réalistes", a noté M. Rae, qui dit préférer attendre de voir aussi ce que sera la position retenue par le gouvernement Harper.

Dans son discours du Trône d'octobre dernier, malgré l'impopularité de la mission auprès du public, le gouvernement conservateur disait préférer le scénario d'une mission se prolongeant jusqu'en 2011, histoire de donner le temps de former les soldats de l'armée afghane.

Le comité consultatif a pour sa part évité d'accoler une date à la fin de la mission puisqu'il considère qu'une telle prédiction est impossible.

"Nous croyons que c'est beaucoup mieux de dire que nous avons des attentes et, quand elles sont remplies, on pourra sortir", a fait valoir M. Manley, ajoutant que "ça va prendre beaucoup de temps" avant d'arriver à une situation plus stable en Afghanistan.

Les efforts militaires ne sont pas les seuls aspects à améliorer, souligne également le rapport.

"Il faut faire une plus large place à la diplomatie, à la reconstruction et au développement ainsi qu'à l'établissement d'institutions de gouvernance", a fait valoir M. Manley, dont le comité demande aussi que des informations plus "franches" soient circulées au public pour maintenir un dialogue "ouvert et constructif".

FGIRO20−DMK

# Comité Manley: des recommandations pipées d'avance dit un Collectif

**DATE:** 2008.01.22
**KEYWORDS:** POLITIQUE DÉFENSE
**PUBLICATION:** pcf
**WORD COUNT:** 286

MONTREAL _ Le Collectif Echec à la Guerre affirme que le rapport qu'a livré mardi le Comité Manley sur l'avenir de la mission en Afghanistan était tout à fait prévisible.

Le groupe de travail indépendant sur l'Afghanistan recommande au Canada de prolonger sa mission militaire en Afghanistan après février 2009, à condition d'obtenir des renforts dans la région de Kandahar ainsi que l'accès à des hélicoptères de transport et des drones pour appuyer les troupes au sol. Si ces conditions ne sont pas respectées, écrit−il, le Canada devrait faire savoir aux autorités afghanes et aux pays alliés qu'il entend laisser à d'autres la responsabilité de la sécurité à Kandahar.

Le groupe de pression reproche quant à lui au Comité de n'avoir tenu aucune audience publique et que la population n'ait pu soumettre des propositions que sur l'Internet.

Il rappelle que les cinq membres du comité présidé par l'ex−ministre libéral John Manley siègent aux conseils d'administration de grandes corporations canadiennes, notamment des secteurs militaire et pétrolier. Le Collectif affirme que tous les membres du groupe sont d'abord des experts du partenariat stratégique avec les Etats−Unis. M.Manley était flanqué pour ses travaux de Derek Burney, Pamela Wallin, Paul Tellier et Jake Epp.

Le Collectif Echec à la Guerre soutient que les recommandations du Comité Manley sont aux antipodes des positions d'une forte majorité de Québécois qui, à son avis, veulent le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Le groupe reproche à l'opposition du Parti Libéral du Canada et du Bloc Québécois de ne pas défendre ce retrait à la Chambre des communes.

Echec à la Guerre a choisi de répliquer en tenant, le 9 février, des audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Elles auront lieu à Montréal, sous la présidence d'honneur de l'écrivaine Antonine Maillet.

(CNW,LaPresseCanadienne,jpd)

NGJPD9